



LES ÉCHECS DE LA CERTIFICATION FORESTIÈRE

ET LES IMPLICATIONS POUR LA RICHESSE PUBLIQUE DU NORD CANADIEN.
PAR ELIZABETH NICKSON



Ideas that change your world | www.fcpp.org



November 2015

TABLE DES MATIÈRES

Résumé	05
Introduction	06
Une discussion des normes	07
L'histoire de la foresterie au Canada	09
La genèse et l'établissement du FSC	11
Le FSC et les ONGE	13
La guerre des forêts	16
Le FSC au Canada et aux États-Unis	20
L'accord canadien sur la forêt boréale	33
Conclusions	37

Assistance à la recherche fournie par

Rob Scagel

Contact pour les médias :

Deb Solberg

Tél: (403) 919-9335

Contact pour les enquêtes de développements :

Samantha Leclerc

Tél: (403) 400-6862

Avis de non-responsabilité

Les opinions exprimées dans ce document sont exclusivement celles de l'auteur indépendant (s) et ne reflètent guère les opinions du Frontier Centre for Public Policy, son conseil d'administration, leurs personnels et / ou les bailleurs de fonds.

ISSN 1491-1478 © # 2015

Les recherches menées par le Frontier Centre for Public Policy sont dignes des plus haut codes d'éthiques et académiques. Les sujets de recherches sont déterminés sur base d'évaluations récurrentes des besoins des autorités du secteur privé et public. Les recherches sont menées indépendamment des donateurs du Frontier Centre ainsi que du conseil d'administration, les résultats sont par la suite soumis à une révision par deux tiers partis indépendant avant la publications de la recherche.

“Très peu de faits peuvent raconter leur propre histoire, sans l'aide de commentaires pour éclairer leur signification. Alors, la force et la valeur entière du jugement humain, dépendant de la seule propriété, est qu'il peut être redressé lorsqu'il est erroné, on peut se fier à lui seulement lorsque les moyens pour le redresser sont maintenus à portée de main en permanence.”

-John Stuart Mill, *On Liberty*, 1869

À PROPOS DE NOUS

Le Frontier Centre for Public Policy est un organisme de bienfaisance de la recherche et d'éducation innovatrice enregistré au Canada et aux États-Unis.

Fondée en 1999 par des fondations philanthropiques voulant aider les électeurs et les autorités politiques à améliorer leur compréhension de l'économie et de la politique publique. Notre mission est de développer les idées qui changent le monde.

Pensées innovatrices, à l'imagination audacieuse.

Recherché rigoureusement par les experts les plus crédibles dans leur champs d'expertises. Activement évalué par ses pairs. Communiqué agressivement et clairement aux électeurs et autorités politiques, à travers la presse et le dialogue populaire.

Voici comment Frontier Centre for Public Policy compte de réaliser sa mission.

ELIZABETH NICKSON

Elizabeth Nickson est une chercheuse associée pour *The Frontier Centre for Public Policy* (Le centre Frontier pour la politique publique). Elle est une communicatrice accomplie, une journaliste, une auteure et une écrivaine. Elle a été Chef de Bureau Européen de *Life Magazine* durant la fin des années 1980 et au début des années 1990. Avant sa nomination à *Life*, elle fut journaliste au bureau de Londres de *Time Magazine*. De plus, Nickson a écrit pour *The Sunday Times Magazine*, *The Guardian*, *The Observer*, *The Independent*, *The Sunday Telegraph*, *The Spectator (UK)*, *Saturday Night*, *The Globe and Mail*, *The National Post*, et *Harper's Magazine*. Son livre le plus récent, *Éco-fascistes : Comment les conservationnistes radicaux détruisent notre héritage naturel* (Harper Collins, 2012), fait la chronique de son expérience du lotissement en deux de ses 30 acres de forêt sur l'île Salt Spring et examine les excès du mouvement de préservation. Ce lotissement est maintenant enseigné dans les collèges et universités locaux comme une étude de cas sur « le bon développement vert. » Elle est également l'auteure du roman *The Monkey-puzzle Tree* (Knopf, Bloomsbury, 1994), qui traite des expériences de contrôle mental de la CIA à Montréal. Elle a interviewé Nelson Mandela, Margaret Thatcher, le Dalai Lama et plusieurs autres dirigeants, penseurs, politiciens, et royauté. Nickson a un MBA de l'université York à Toronto.



RÉSUMÉ

L'assaut de grande envergure par les forces combinées du puissant mouvement environnemental du Canada contre le soi-disant cambouis des sables bitumineux que nous vivons aujourd'hui trouve son précurseur dans l'histoire récente. Le mouvement environnemental actuel s'est fait les dents à travers son incursion dans la foresterie canadienne, que fut une fois la ressource dominante dans l'industrie d'extraction au Canada. Les militants écologistes, les ONG et les fondations ont présenté la certification forestière comme la solution à la campagne internationale que fut lancée contre l'industrie forestière dans les années 1990. Les forestiers du Canada ont été informés que si les forêts se font certifiées les campagnes cesseront.

Les campagnes n'ont pas cessées et la certification des forêts se révèle être destructrice pour la ressource, l'économie entière, les communautés où se trouvent les forêts de travail ainsi que la contribution au trésor public que fut autrefois critique. De plus, l'évidence commence à montrer que le modèle écologique utilisé par la certification forestière est destructif pour la biosphère de la forêt elle-même. Davantage, malgré le fait que la certification forestière est en vigueur depuis presque 20 ans, il y a eu peu de vérifications indépendantes¹ du succès de cette certification, ce qui signifie que les problèmes existants ont seulement augmenté.

Ce document démontrera que l'effet sur la foresterie fut un rabatement de la valeur de la ressource et de l'effet de création de richesse entre 40% et 60%. Pour les opérations forestières privées plus petites, ce nombre s'élève jusqu'à

400%. La certification, qui a été imposée sur une industrie complètement moderne, a retardé la foresterie d'une génération. La certification forestière a besoin d'une réforme afin de restaurer les forêts du Canada à un état de santé économique et écologique.

Actuellement, les ONG environnementales poussent la certification sur l'ensemble de l'industrie de l'Ontario. Compte tenu de la campagne contre les oléoducs, les sables bitumineux et la fracturation hydraulique, le modèle de certification développé pour la foresterie sera présenté comme la solution pour les inquiétudes du public, ainsi que toute exploration et extraction future dans le nord canadien.

Cela surviendra au moment le plus inopportun : lorsque Canada aura besoin de faire croître son économie afin de faire face à sa dette et son passif non capitalisé, particulièrement ceux des soins de santé et le vieillissement de la population. Fondé sur un rapport de l'Institut C.D. Howe écrit par l'ancien président de la Banque du Canada, David Dodge,

Le président de l'Institut, Bill Robson, a calculé le « passif non-capitalisé net » sous-entendu par le vieillissement de la population – les promesses de payer, surtout pour les soins de santé, pour lesquels aucun fonds ont été mis de côté – à 2,8 billions. Si on ne fait rien, il estime que cela entraînerait une augmentation annuelle des dépenses de sept pour cent du PIB : autant que le gouvernement fédéral perçoit chaque année en impôts sur le revenu.²

INTRODUCTION

Le Canada possède la troisième plus grande forêt du monde. Il est aussi le plus grand exportateur de produits forestiers. Les ventes domestiques et étrangères du secteur forestier canadien prennent la deuxième place seulement face à celles des États-Unis et en 2010 constituaient une industrie de 53 milliards de dollars. Depuis les années 1820, commençant par le blocus Baltique de Napoléon, le secteur forestier a été un contributeur substantiel au trésor public, à l'économie et à l'emploi de la nation.

Le Canada possède 402 million d'hectares (ha) de terres boisées. Environ 221 million d'hectares de cet immense forêt est sous gestion active. En 2010, la récolte était de 142 millions mètres cube. Cette récolte a soutenu une industrie de 53 milliards de dollars et 238 560 emplois directs.

Quatre-vingt-neuf pour cent ou 188 millions d'hectares sur les 211 millions de forêt gérée est sous gestion active, 87% se trouvent sous propriété publique – détenue et gérée par les provinces dans l'intérêt à long terme de la population. Treize pour cent (25 millions d'hectares) sont une propriété privée.

Il existe deux catégories de forêt privée : 20 million d'hectares de boisés privés appartenant à environ 450 000 familles rurales et cinq millions d'hectares de terres forestières « industrielles ». ...Cette terre forestière appartient à une variété de types d'organisations, comprenant les entreprises de produits forestiers, les fonds de pension, les fondations, les fonds de dotation et les investisseurs privés.³

Lorsqu'arrivent les années 1990, le secteur forestier du Canada, à travers des actions des militants à la manifestation de Clayoquot Sound, avait été activement ciblé par des ONGE internationaux et des fondations qui ont par la suite intervenus dans le marché afin d'imposer

de nouveaux contrôles sociaux et environnementaux sur la foresterie. Le principal de ces contrôles est la certification du Conseil d'intendance de la forêt (FSC), qui est un système international de certification des forêts à travers toute la chaîne de production, s'assurant que le bois est récolté de manière dite durable. La Gestion durables des forêts (GDF), un système de certification créé pour faire concurrence à la certification du FSC, reconnaît aussi la valeur et la fonction des écosystèmes. De plus en plus, depuis 1995, les vastes forêts du Canada ont été replantées avec ces valeurs de l'écosystème à l'esprit. En même temps, et de concert avec la gestion d'écosystèmes et plusieurs protections d'espèces soi-disant urgentes, les ONGE, les fiducies foncières, les fondations et les gouvernements (grands et petits) ont placé une superficie importante des forêts canadiennes sous une certaine forme de conservation, beaucoup plus des 10% ébruités.

À la fin de l'année 2014, le Canada comptait 53 million d'hectares de forêt productrice sous la certification et le contrôle du FSC. Il y a aussi deux autres programmes de certification : l'Initiative de foresterie durable (SFI),⁴ qui compte sous sa supervision 80 million d'hectares et le standard GDF de L'Association de normes canadiennes (CSA). Le programme de reconnaissance des certifications forestières (PEFC Canada), qui représente les intérêts des organisations du Canada qui sont certifiés auprès du CSA (approuvé par le PEFC) et les standards du GDF utilisés au Canada.

UNE DISCUSSION DES NORMES

Les normes sont le droit mou de l'industrie. Ils sont généralement examinés et révisés à un intervalle de cinq ans, tandis que les lois et règlements provinciaux sont révisés sur un cycle de 20 à 25 ans. Les normes portent sur l'amélioration constante de la compréhension à mesure que progresse la science et que changent les valeurs publiques. Il est essentiel pour les industries de maintenir une bonne réputation lorsqu'ils gèrent des terres publiques et vendent les produits à l'étranger. En raison d'une méfiance générale et flottante du gouvernement et l'industrie, l'introduction de normes et une vérification indépendante assure la transparence et la continuité de la confiance publique.

De même, le fait que les normes sont révisées sur un cycle court aide à les garder en ligne avec les valeurs publiques.

L'Organisation internationale pour la normalisation (ISO) a été créée après la deuxième guerre mondiale afin de faciliter le commerce international. Les premiers produits à être normalisés étaient les écrous et boulons destinés à être utilisés dans la production et la maintenance d'avions, c'est-à-dire le filetage, le diamètre, la longueur et la dureté. Le Conseil canadien des normes (CCN) est le représentant du Canada sur l'ISO. Le groupe CSA (l'Association de normes canadienne) est le plus grand de cinq organisations de développement de normes au Canada; il détient le secrétariat pour les normes de système de la gestion environnementale ISO 14000 (ISO Technical Committee 207).

Il existe plusieurs types de normes. Certaines des normes ISO les plus connues sont les normes de gestion de systèmes conçues pour ajouter de la discipline et de la rigueur à la gestion. Les normes techniques, telles que celles appliquées aux grilles-pains et les pompes à chaleur, portent généralement sur la sécurité des produits. Les normes prescriptives énoncent exactement comment doit se faire une chose, comme les protocoles des tests scientifiques.

Il existe deux normes de gestion de systèmes ISO : l'ISO 9000 QMS – Quality Management System et ISO 14000 EMS⁵ – Environmental Management System. Dans les deux cas, une organisation, disons un fabricant, établira les normes de qualité pour un produit, niveau Lada ou niveau Rolls Royce. ISO 9000 aidera la gestion à produire des produits qui atteignent les normes de qualité. L'organisation travaillera ensuite afin d'atteindre et dépasser ces niveaux de qualité ou de normes environnementales pour le processus, que ce soit la consommation d'énergie, les émissions de GES ou la consommation d'eau par unité de production.

Ensuite, il y a les normes hybrides. Le CSA et le SFI sont des hybrides qui comprennent certaines exigences de gestion de systèmes et une liste d'éléments à gérer ainsi que des objectifs généraux comme la qualité et la conservation de l'eau, la protection des espèces et ainsi de suite. Le FSC est un programme global et le CSA s'applique seulement au Canada. Le SFI est principalement applicable aux États-Unis et au Canada et le PEFC fournit un cadre pour les systèmes de certification nationaux dans 30 pays.

Les normes d'administration de système du CSA ont élaboré sa norme de GDF à travers de la mise en place d'un comité technique de 35 membres à intérêts multiples incluant : les universitaires, les intérêts de conservation et consommation, le gouvernement et l'industrie. Le cadre de norme du CSA sont les critères et indicateurs (C & I) pour la GDF, qui sont approuvés par le Conseil canadien des ministres des forêts (CCMF) et légèrement adaptés de l'ensemble de C & I développés par le Programme de Développement des Nations Unies de Montréal du processus intergouvernemental. C'est l'ensemble d'exigences la plus légalement fondée pour guider la gestion des forêts publiques au Canada car elle est basée spécifiquement sur une décision politique du CCFM et par conséquent sur la loi canadienne, plutôt

que les lois internationales ou un hybride des lois de deux ou plusieurs pays.⁶

Le système de normes pour la gestion durable de la forêt du groupe CSA est la norme de certification prépondérante au Canada et le premier système national de gestion durable au monde. D'abord publiée en 1996, c'est la norme nationale officielle au Canada pour la gestion des forêts durable. Pour qu'une terre soit certifiée à la norme GDF du CSA, les gestionnaires de forêts doivent suivre six critères et indicateurs de la GDF, développés par le CCMF comme une partie d'un processus international afin de créer des critères et indicateurs mondiaux pour la gestion des forêts durable.⁷ Plus de forêts sont certifiées à la norme GDF du CSA qu'à toute autre norme nationale du monde. Les incursions du FSC et la pression politique des ONGE ont déclenché la GDF du CSA et le SFI comme des alternatives au FSC.

Il y a deux programmes internationaux de certification forestière : le FSC et le PEFC. Le FSC dispose d'un total de 183 million d'hectares certifiés dans 79 pays, mais a seulement approuvé des normes dans 30 de ceux-ci. Le FSC et ses ONGE partisans cherchent à établir une position dominante (de monopole) dans le marché des produits forestiers. Le PEFC a un total de 265 million d'hectares de forêts certifiés dans 29 pays qui détiennent tous des normes approuvées par le PEFC. Le CSA et le SFI sont des participants du PEFC au Canada et le SFI et le American Tree Farm System sont des participants du PEFC aux États-Unis. Le PEFC est un « fournisseur de services » offrant l'utilisation de ses normes aux propriétaires forestiers et à l'industrie. Le CSA et le SFI ont des listes d'éléments qui doivent être gérés. Dans le cas du SFI, il y a un total de 12 pages qui décrivent les aspects de la gestion des forêts : l'eau potable, la faune, les zones riveraines, les pentes instables et ainsi de suite.

De revanche, le FSC cherche un monopole⁸ afin de pouvoir influencer la politique forestière. Il publie régulièrement des articles sur les échecs et les compromis trouvés dans le PEFC. La critique n'est pas spécifique et détaillée,

sinon que systématique et violement anti-entreprise : *« L'initiative de forêt durable du SFI se trouve parmi les pires régimes de commercialisation. Elle est financée, promue et gérée par l'industrie du bois et papier qu'elle prétend évaluer. »*⁹ (italiques de l'auteur)

Le FSC est faible sur les systèmes de gestion et fort sur les ordonnances. Il y a un total de 109 pages dans la plus récente Norme nationale du FSC aux États-Unis.¹⁰ Les ONGE partisans du FSC ont convaincus l'industrie d'adopter sa norme sous peine d'ennuis dans le marché.¹¹ Le succès plus récent du FSC, l'Entente sur la forêt boréale canadienne (CBFA) a été conçue avec une aide substantielle du FSC et est prévue sur les mêmes principes qu'il promeut.

À l'heure actuelle, au Canada, 161 million d'hectares sont certifiées : 41 millions par le CSA, 80 millions par le SFI et 53 million par le FSC. Afin de protéger le marché, plusieurs licences forestières sont certifiées à plus d'une norme, ce qui signifie que la superficie nette totale certifiée, avec le dédoublement supprimé, est de 161 millions d'hectares.

L'HISTOIRE DE LA FORESTERIE AU CANADA

Au Canada et aux États-Unis, à l'origine, la forêt a été généralement utilisée comme un entrepôt de la valeur, produisant de la chaleur, de la lumière et des matériaux pour les habitations. Les peuples autochtones à travers le continent ont déblayé des terres pour l'agriculture – plus particulièrement dans l'Est – et pour la chasse. Les archéologues et les anthropologues pensent que la modification du paysage était commune dans les Amériques bien avant le début de l'histoire écrite.¹²

Lorsque les colons sont arrivés de Bretagne et de la France de 1600 à 1700, le déblayage à petite échelle a survenu pour les matériaux de construction, le chauffage, la cuisson et les terres agricoles. L'utilisation de subsistance a continué à travers le 18^{ième} siècle, mais il y a eu une augmentation significative du déblayage de la forêt. L'industrie du sciage a commencé à fournir du bois pour des nouvelles villes. De 1800 à 1920, l'exploitation de la forêt a débuté, sans penser à la capacité de croissance ou de régénération, afin de fournir du bois équarri pour exportation à destination de l'Europe ainsi que du bois de construction local. Heureusement, ce fut à petite échelle et limité à des zones à proximité des rivières, de sorte que l'eau puisse être utilisée pour le transport des bûches.

À partir de 1920, la foresterie est devenue une industrie, réglementée par les gouvernements provinciaux et courbée vers les besoins des industries de la pâte, du papier et des scieries. Les pâtes et papiers avaient besoins de grandes quantités de bois sur une durée de vie d'usine prévue de 50 à 100 ans. Les banques investissant dans l'industrie forestière et les actionnaires exigeaient une alimentation sûre de bois. Les gouvernements provinciaux ont fourni des terres publiques sur des licences à long terme, mais il devait y avoir un plan de gestion, un inventaire forestier, des calculs de croissance et de rendement ainsi qu'une gestion du rendement soutenue.

Au début des années 1960, lorsque l'économie canadienne avait récupéré de la Deuxième Guerre Mondiale, les Canadiens ont voulu utiliser la forêt pour les loisirs, la chasse, la pêche et le camping sur grande échelle. Les besoins du public devaient être considérés et des changements mineurs ont été apportés à la planification de gestion et aux opérations. Par exemple, les barrières sur les routes d'exploitation forestières ont été ouvertes de sorte que le public puisse entrer dans les forêts par droit, plutôt qu'un privilège, un privilège autrefois (et généralement) accordé par le biais d'une connaissance dans le bureau du gestionnaire des terres boisées de l'entreprise.

À la fin des années 1970, un nouveau système de gestion appelé « paradigme de gestion de ressources forestières intégrée » a commencé à être développé dans l'intérieur de la Colombie-Britannique. Inspiré en partie par l'idée de lier une connaissance approfondie de l'histoire de la forêt et des perturbations humaines passées aux modèles de végétation actuels dans les écosystèmes forestiers, le nouveau paradigme fut premièrement appelé « l'approche folio ». Lorsqu'un titulaire de licence élabore un plan de gestion forestier pour un permis d'exploitation forestière, le Service des forêts de la Colombie-Britannique devait l'approuver. Le Service forestier a référé le plan aux gestionnaires de la pêche en eau douce, la faune et la gestion de l'habitat de la faune et ainsi de suite jusqu'à environ cinq à sept agences gouvernementales y ont jeté un coup d'œil et offert des suggestions d'amélioration ou d'approbation.

L'élément déclencheur de la préoccupation de l'industrie de l'environnement fût l'augmentation des niveaux de récolte, causée par l'utilisation d'arbres plus petits pour les pâtes et papiers. Les progrès technologiques signifiaient que plus de bois pouvait être récolté à partir d'un peuplement. Des peuplements de bois qui avaient été jusqu'alors considérés trop petits et invendables étaient maintenant utilisables.

Les moulins avec un grand appétit pour les pâtes et papiers ont été construits dans l'intérieur de la Colombie-Britannique. L'augmentation de la demande du secteur de la construction a entraîné le passage aux coupes à blanc, des plus grandes machines et de plus de destruction de l'habitat. Il est devenu clair pour le gouvernement et le monde des affaires qu'un changement du processus de révision et d'approbation était en ordre.

Les préoccupations des autres ministères ont suscité l'intérêt dans l'histoire écologique des forêts. Dans les départements de foresteries des universités partout au Canada et aux États-Unis, cette préoccupation a entraîné une nouvelle ère de recherche interdisciplinaire sur l'histoire forestière utilisant des ressources culturelles telles que les documents écrits et les cartes, ainsi que des ressources biologiques telles que les enquêtes sur la végétation et les données provenant des registres sédimentaires. Suite à cette prise de conscience croissante de l'impact anthropique à long terme et souvent envahissant sur les écosystèmes forestiers, plusieurs questions ont été soulevées à propos de la biodiversité forestière.¹³

Cependant, en dépit de l'influence académique considérable, tous les changements de paradigmes jusqu'à et incluant la gestion forestière durable ont été motivés par le besoin à long terme de capital et d'approvisionnement en bois, la science forestière, l'évolution des valeurs publiques et une meilleure compréhension de la nature et des écosystèmes. Il est vrai que la foresterie est devenue de plus en plus sophistiquée et qu'un effort réel a été fait afin de réfléchir au large éventail des ressources forestières et de veiller à ce que toutes ces ressources demeurent en santé et aptes à fournir des avantages à la société, mais ces idées n'ont pas conduit l'industrie. L'industrie a été conduite par les ressources qui avaient une valeur économique : le bois, la faune pour la chasse et le trappage, l'habitat du poisson pour la pêche récréative et le camping et, de plus en plus, l'esthétique paysagère de la forêt. Au Canada, ce fut finalement nommé la Gestion intégrée des ressources forestières.

Toutefois, dès 1995, tout ceci était dans un état de flux considérable. Après Rio, le Sommet de la terre de l'ONU en 1992, le passage aux valeurs forestières actuelles a commencé. Il est utile de retracer la création du FSC et son programme de certification parce que c'est la première fois dans l'histoire que des valeurs internationales communément admises ont été codifiées et intégrées pour une utilisation dans certains pays. Auparavant, tel que décrit par la discussion des normes ci-dessus, les normes ont été élaborées avec les acteurs nationaux, soit le gouvernement, l'industrie ou la main d'œuvre, qui étaient intimement impliqués dans la production de normes. Les objectifs étaient clairs: des emplois, des profits, des impôts et de l'approvisionnement à long terme. Le FSC a introduit un ensemble de valeurs soi-disant internationales qui ont placé la « santé » de la forêt d'abord, une « santé » définie par une organisation internationale, avec les besoins des parties prenantes – les employés, les actionnaires et les gouvernements – venant en deuxième place.

LA GENÈSE ET L'ÉTABLISSEMENT DU FSC

1992 – Le Sommet de la terre

Il y avait cinq documents de Rio déterminés à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement à Rio de Janeiro, communément appelé le Sommet de la Terre ou de Rio. Un des documents régissait les forêts et était une déclaration de principes pour guider la gestion, la conservation et le développement durable de tous les types de forêts.¹⁴ On pensait à l'époque qu'il y avait un besoin urgent de développer une certification et un système d'accréditation forestier mondial. Les Principes forestiers « est le nom informel donné à l'*Énoncé de principe officiel juridiquement non contraignant pour un consensus mondial sur la gestion, la conservation et le développement durable de tous les types de forêts*(1992). »¹⁵

Cependant, alors que l'Agenda 21¹⁶ et la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ont été signés par les nations en assistance à la conférence, la Déclaration de principe sur les forêts ne fut pas signée, principalement parce que les secteurs forestiers malaisiens et brésiliens relevaient ces pays de la pauvreté systématique. Ils voulaient faire comme tous les pays développés avait faits et développer leurs forêts sans surveillance. Le Canada, le plus grand exportateur mondial de produits forestiers, n'a pas signé parce que quelques pays en développement ne voulaient pas accepter les limites internationales sur leur capacité de gérer leurs forêts. Néanmoins, une résolution non-contraignante a été acceptée à travers laquelle tous les pays avaient une responsabilité envers « l'écologisation du monde », citant aussi qu'il y avait un besoin urgent pour la certification et un système d'accréditation mondial des forêts.

En partie, cette nouvelle résolution déclarait que les forêts sont la source de bois, de nourriture et de médicaments et sont de riches réserves de nombreux produits biologiques

encore à découvrir. Les forêts agissent en tant que réservoirs pour l'eau et pour le carbone, qui entreraient autrement dans l'atmosphère agissant en tant que gaz à effet de serre. Les forêts abritent de nombreuses espèces de la faune et répondent aux besoins culturels et spirituels de l'homme avec leur verdure paisible et leur sens de l'histoire.¹⁷

Les principes forestiers de Rio étaient considérés comme la base de la formation de nouvelles négociations en vue d'un accord contraignant.

1993

En 1993, les Amis de la Terre, Greenpeace, le National Resources Defense Council et le Fonds mondial pour la nature, entre autres, ont fondé le Forest Stewardship Council (FSC), à Toronto.

1994

Son bureau, le Secrétariat du FSC, a ouvert à Oaxaca, au Mexique. Les membres fondateurs ont approuvé les principes et critères du FSC pour la gestion forestière et les statuts et règlements du FSC. Le premier produit certifié et étiqueté FSC, une spatule en bois, est en vente au Royaume-Uni.

Le FSC a tenu sa première assemblée générale à Oaxaca, au Mexique. Des organismes de certification indépendants ont été accrédités pour utiliser les normes du FSC. Un contact a été établi pour le FSC au Canada.

1997-2000

En 1997, la Suède est devenue le premier pays à avoir sa norme nationale approuvée par le FSC, et la certification

de groupe pour la gestion des forêts a été mise en place pour améliorer l'accès au marché pour les propriétaires de petites forêts. Après 1997, les ONGE ont commencé à s'enregistrer en tant que lobbyistes, ayant l'écologisation de la politique forestière comme objectif principal.

Au Canada, la Fondation Ivey de l'Ontario a pris les devants dans la promotion des principes du Sommet de la Terre dans le secteur forestier canadien et la Conservation de la nature Canada (CNC) a commencée à agir comme un « courtier » et agrégateur de grandes étendues de forêt conservées qui fourniraient des liens de faune à travers des frontières et des limites. L'idée de forêts modèles a été lancée, et après l'an 2000, elles sont devenues réalité. Les forêts modèles devaient montrer le succès des forêts communautaires, gérés d'une manière nouvelle en intégrant les connaissances autochtones et la gestion des écosystèmes. La Fondation Ivey a commencé à financer les forêts modèles au Canada à l'an 2000.

2004

À l'étranger, dès 2004, le FSC avait commencé son partenariat avec la Banque mondiale et certains pays ayant des forêts importantes pouvaient seulement recevoir le soutien de la Banque si leurs forêts étaient gérées selon les normes FSC. Au moment où les bureaux FSC ont déménagé du Mexique à Bonn, il y avait 40 millions d'hectares de forêts certifiées FSC et 20 000 produits étiquetés FSC. En 2007, Harry Potter et les Reliques de la Mort fut imprimé sur du papier FSC. Au cours des années qui ont suivi, le FSC a acquis plus d'adhérents de marque à son système de certification, y compris Domtar, Tembec, ALPAC (Alberta-Pacific Forest Industries Inc.), Kimberly-Clark, le village olympique de Vancouver 2010 et Indigo Books and Music.

En 2004, 5 millions d'hectares de forêts ont été certifiées FSC au Canada. À l'heure actuelle, 25 pour cent des forêts certifiées dans le monde sont des forêts FSC.

LE FSC ET LES ONGE

Bien que la nécessité de la certification forestière ait été reconnue à Rio, le Canada a refusé de signer une résolution contraignante. Les militants forestiers isolés dans des régions éloignées n'ont pas eu les moyens de faire avancer la question de manière significative, ainsi que les ministères n'ont pas été poussés à forcer la réforme sur l'industrie sans la pression du public.

Les fondations internationales, nationales et régionales et les grandes ONGE sont devenues les pilotes de la démarche de certification de la forêt, comme ils le sont aujourd'hui, forçant la certification sur l'industrie des agrégats et entraînant la protestation « publique » contre les sables bitumineux, les oléoducs et la fracturation.

La littérature organisationnelle affirme que les grandes fondations sont des déchiffreurs de terrain importants, des entrepreneurs et facilitateurs institutionnels avec des types particuliers de réseaux et d'expertise. La Fondation Carnegie, qui a fondé des bibliothèques à travers les États-Unis à la fin du 19^{ième} siècle et au début du 20^{ième} siècle, fut le premier à tenter ce type de réorganisation sociale. Le succès de Carnegie a été dupliqué et étendu à travers le 20^{ième} siècle par les plus grandes fondations aux États-Unis et au Canada, alors qu'ils préconisaient des programmes de logement et de pauvreté, les droits humains et la réforme urbaine.

En 2000, les fondations avaient développé des méthodologies de renforcement des institutions, que Tim Bartley a appelé, « le financement du terrain », dans un examen de comment le FSC est devenu une institution dominante. Bartley a démontré comment les fondations ont coordonné leur distribution de subventions afin de construire un champ organisationnel dans lequel la protestation perturbatrice et les formes de gouvernance fondées sur le marché peuvent parfois être synergiques plutôt que contradictoires. Par conséquent, alors que les observateurs occasionnels pensent souvent que la

certification forestière est apparue comme une réponse à la demande des consommateurs, Bartley explique que la demande des consommateurs devait être *mobilisée et organisée* et que les fondations étaient à l'avant-garde de ce processus.

Les militants seuls n'auraient pas pu effectuer ce changement, même avec le soutien du Sommet de la Terre et les institutions de l'ONU. Certaines des plus importantes fondations privées se sont proposées, y compris les fondations Ford et Rockefeller.

« C'était bizarre. Vous savez, j'étais encore au FSC International et j'ai reçu un appel de bailleurs de fonds disant : « Nous voulons vous financer pour faire FSC aux États-Unis. » J'ai répondu : « Bien, d'accord. » Et ils ont essentiellement déposé l'argent sur mes genoux. ... À un moment donné, le Rockefeller Brothers Fund a dit : « Envoie-moi quatre pages et j'ai une subvention de 200 000\$ que nous devons donner le mois prochain. » Et j'ai pensé : « Ce n'est pas trop pire, tu sais – 50 000\$ par page. » (une entrevue avec un ancien fonctionnaire du FSC, 2002/07/22).¹⁸

Comme l'explique Bartley, les agents de la fondation ont préféré « le FSC aux concurrents basés sur l'industrie, mais plutôt que de simplement financer le FSC, ils ont utilisé leurs subventions pour construire une sphère plus large autour de l'organisation et de « créer un marché » pour le bois certifié. » Comme Bartley a rapporté:

« Ils [le SFF – les bailleurs de fonds de forêt durable] ont d'une certaine forme morcelé qui va financer quoi, et ils voulaient influencer de gros changements sur l'ensemble du réseau. » ... Donc, ils disaient: « D'accord, vous financez cette partie, vous financez le FSC, » et ils désignaient trois bailleurs de fonds. Et ils disaient : « Vous financez le CFPC [Le Conseil des produits forestiers certifiés], vous financez SmartWood, vous

créez un autre genre de politique et vous financez au niveau international. » [Entretien avec un ancien fonctionnaire du FSC, le 22 Juillet 2002]. ...

«Ce que je voulais faire c'était de trouver une stratégie, au lieu de faire une subvention à la certification ici ou une subvention là, j'ai dit, « vous savez, disons qu'une industrie forestière durable est notre objectif. Quels sont l'ensemble des choses que nous devons faire ensemble pour que cela se produise, en plus de ce que nous avons toujours fait traditionnellement? » Donc nous avons un portefeuille d'une dizaine de projets sur le terrain, qu'est-ce qu'il reste à mettre en place pour qu'ils réussissent sur le marché? »¹⁹

Le soutien de la fondation pour la marque de certification forestière FSC a augmenté d'un modeste 196 000 \$ en 1994 à près de 6,1 millions \$ en 1998. Les fondations ont presque triplé leurs contributions entre 1999 et 2000.

La nature de l'information a changée avec la participation militante intense dans l'industrie forestière. Les forêts canadiennes détenaient une valeur émotionnelle avec laquelle le public a commencé à résonner. Ces émotions fortes ont commencé à changer l'équilibre du pouvoir dans la ressource que fut une fois la plus productive du Canada. Les compagnies de marketing ont utilisé ce pouvoir afin de développer des techniques de marketing qui encadraient le développement durable comme anti-établissement et « cool. » Parallèlement à cette redéfinition, la diabolisation de la classe productive et compétitive est devenue chose commune, comme l'est devenue aussi la diabolisation de la classe ouvrière de bûcherons « rustres » et les employés de l'industrie de l'exploitation forestière.

De cette position, il était facile d'introduire le Savoir traditionnel écologique (TEK), ou les souvenirs tribaux des peuples autochtones du Canada, dans le cadre de la jurisprudence. De même, la diabolisation de la classe productive compétitive a rendu commune l'acceptation de la présomption de culpabilité, empruntée à la jurisprudence

romaine et française ancienne. Ce dernier a changé à un principe de précaution, ce qui signifie une supposition de la pollution «potentielle» ou les dommages que pourrait subir l'environnement, si le secteur privé n'est pas étroitement contrôlé. L'idée de la justice thérapeutique a été introduite dans le droit de l'environnement avec l'approbation de la tradition orale comme une preuve légitime, ce qui bénéficie uniquement les peuples autochtones, et non pas la tradition des colons, de la culture et de la connaissance qui a été accumulée sur le continent depuis 500 ans, qui est pour une raison non-déclarée réputée ne pas être utile. Enfin, fusionnant la présomption de facto de la culpabilité et de la justice thérapeutique, le faible seuil d'acceptation et d'encouragement du statut d'intervenant qui est autorisé à passer outre l'actionnaire, les parties prenantes et les intérêts du gouvernement sénior ont terminé le mélange d'innovation dans la écriture de la régulation, l'élaboration de règles et la législation.

Cette torsion des fondements de la jurisprudence de l'Ouest, l'expansion « d'avantages » mous ou non-quantifiables, a conduit à une longue liste de projets verts innovants qui non seulement échouent d'eux-mêmes, mais causent aussi des dommages à des individus, au trésor public ainsi qu'au bien environnemental qu'ils sont censés protéger.²⁰

Les militants et les organisations militantes sont devenus le mauvais flic et ont même utilisé cette phrase. Parlant d'une campagne ciblant Home Depot, un chef de RAN a dit : « C'était comme bon flic / mauvais flic. Nous étions le mauvais flic du FSC. » (Cité dans Carlton 2000: A7)

La rhétorique était alors tout aussi chauffée que celle utilisée par les militants anti-sables bitumineux actuels. Par exemple, tel que cité dans Stanbury, « la coupe à blanc de la forêt est « un génocide sophistiqué, semblable à la remise de couvertures infectées par la variole dans une époque antérieure. »²¹ Cette tactique ressemble à celles utilisées aujourd'hui contre l'oléoduc Keystone et Northern Gateway, tel que démontré par une récente manifestation devant la maison d'un dirigeant d'Enbridge.



Aussi insensée que cette déclaration semble aujourd'hui, ça a fonctionné. Seulement 15 ans plus tard, les ONGE collaboraient sélectivement avec des entreprises, faisant la promotion de la certification des forêts « bien gérées » et vantant les avantages des campagnes de marché et des solutions fondées sur le marché en général.²²

L'outil principal de la foresterie durable fut l'introduction de la gestion d'écosystèmes à de grandes étendues de terre. La gestion des écosystèmes est une nouvelle forme de gestion des terres. Typiquement, les nouvelles formes de gestion, par exemple celles acceptées par l'ISO, exigent une stricte vérification ainsi qu'un suivi de réglage. Cela ne se produit pas avec la méthodologie du FSC. La sphère organisationnelle mise en place par les fondations, les ONGE et les militants empêche toute critique de la foresterie durable du FSC.

La méthode utilisée pour encourager la certification et éviter la critique et l'audit a été développée au Canada au cours de « la guerre des forêts. » Vu que cette méthode

est utilisée pour limiter le développement des oléoducs, l'expansion des sables bitumineux et l'exploration du Nord, un examen attentif de la façon dont la guerre des forêts a été poursuivie est en ordre.

LA GUERRE DES FORÊTS

Au début des années 1990, le mouvement de la foresterie durable avait besoin de ce que Peter Hedström et Richard Swedberg appellent « un mécanisme de transformation », qui est un moyen par lequel « les actions individuelles sont transformées en une sorte de résultat collectif. »²³ Dans la baie Clayoquot en Colombie-Britannique, les militants ont justement trouvé cela. Alors que la coupe à blanc de l'Amazonie avait augmenté la conscience publique à propos des dommages écologiques causés par une mauvaise gestion forestière, l'Amazonie était trop loin et trop étrangère pour une participation militante à grande échelle. La forêt dense, pluviale et tempérée de la Colombie-Britannique était éloignée, sauvage et belle, mais pourtant faisait toujours partie de l'Occident entièrement modernisé. Des équipes de tournage et la presse mondiale pouvaient facilement y arriver, comme le pouvait aussi les militants.²⁴

L'exploitation forestière a longtemps été un élément central de l'identité et de l'économie de la Colombie-Britannique. La Colombie-Britannique représente 6,6 pour cent de la récolte du bois d'œuvre dans le monde et près d'un quart des exportations de bois d'œuvre du monde. Elle exporte plus de la moitié des produits forestiers du Canada, et au moment où les protestations ont commencées, le bois avait été l'industrie de ressources dominante dans la province depuis 75 ans. La plupart des exportations vont aux États-Unis, au Japon et à l'Union européenne. La décision du gouvernement de l'époque de donner des baux de forêt sur la côte et le boom économique mondiale ont déclenchés la récolte accrue dans la forêt côtière de la Colombie-Britannique.

En 1976, un rapport de la Commission royale sous Peter Pearse, commandée par le NPD, a été remis au nouveau gouvernement Crédit social. Il visait à répondre à une question qui était âgée de près de 70 ans.

En 1906, le gouvernement de la Colombie-Britannique était fauché et pour payer ses factures, il a vendu des licences de

pâte à papier et de bois – appelées les vieilles titularisations temporaires. Les acheteurs pouvaient tenir ces baux indéfiniment, autant qu'ils payaient les loyers annuels. Quand ils coupaient les arbres, ils devaient reboiser la terre et la retourner à la Couronne. Bien que ces licences aient été destinées à être une solution à court terme, les gens les ont conservées, parce qu'elles étaient un bon investissement, et plutôt que de payer un droit de coupe au gouvernement lorsque la forêt a été coupée, un paiement de redevance plus faible était dû. Il y avait plusieurs milliers de ces baux morcelés en blocs d'un mile carré sur toute la côte de la Colombie-Britannique.

Pearse a recommandé l'expiration en gros de ces baux dès que possible, ce qui signifiait pour les détenteurs de baux qu'ils devaient exploiter la terre immédiatement. « La menace de perdre tous ces blocs d'un mile carré sur les chaînes côtières et les plages, les gens les ont simplement exploités; il y eut beaucoup d'exploitation forestière indécente. Voilà votre figure emblématique. Ça créer l'emblème principal des militants – le Brésil du Nord, »²⁵ dit Bill Dumont aujourd'hui. Dumont était chef forestier pour Western Forest Products pendant les manifestations.

Les mouvements de protestation sophistiqués, ce qu'est rapidement devenue la guerre des forêts, brouillent les lignes entre la politique institutionnelle modérée et la politique extra-institutionnelle perturbatrice. Margaret Keck et Kathryn Sikkink ont documenté les opérations des réseaux de défense transnationaux complexes dans lesquelles des organisations de défense des droits professionnels bien financées, des petites organisations de base et des personnes dans les rues coopèrent sur des campagnes qui combinent différentes positions idéologiques.²⁶

Selon Dumont, les insoumis américains habitués à la politique conflictuelle des États-Unis ont été les principaux initiateurs des actions locales.

« Ils savaient comment jouer dur, les insoumis. Ils étaient hors de leur propre pays; ils n'avaient rien à faire et les médias ont adoré; c'était du sport pour eux.

C'était un jeu de savoir combien de PDG tu peux mettre dans l'embarras? Combien d'arbres vous pouvez clouer? L'industrie a été accablée. Il n'y a pas de MacMillan Bloedel aujourd'hui à cause de cela. L'industrie était incapable de faire face à cette pression, et ça a détruit les chefs de la direction, qui étaient des hommes d'affaires, qui n'avaient aucune idée comment faire face à ces agressions. Ils ont disparu. Toutes les grandes entreprises sur la côte ont disparu, sauf pour Western Forest. Capital a abandonné la côte de la Colombie-Britannique au milieu/à la fin des années 90. Canfor a abandonné la côte. Le capital n'est jamais revenu.

La pire chose qui est apparue à travers de la pression environnementale fut l'énorme augmentation de la bureaucratie. Les forestiers sont devenus des gratte-papier dans les bureaux; c'était de la foresterie à couvrir son cul. On ne pouvait rien faire avant de le pouvoir documenter et pouvoir se défendre contre une attaque des écologistes. Les enterrer avec du papier, c'était le seul moyen de se défendre. Ça c'était la tragédie. Et ça a ajouté des coûts énormes.»²⁷

En général, la politique environnementale est toujours très conflictuelle, avec des actions de rue, des campagnes d'écriture de lettres, des protestations perturbatrices encouragées par les médias, des réunions publiques rauques, des exagérations de dommages et des accusations sauvages de comportements prédateurs de la part de l'industrie privée et du « grand gouvernement ». À leur pire, certains militants ont affirmés que le secteur privé était en coalition avec des barons voleurs et des conspirateurs de la Commission Trilatérale. Dans de nombreux cas, les dirigeants activistes sont bien payés.²⁸ Toutefois, même au sein des organisations vertes, le conflit fait rage et il y a de nombreux exemples de militants qui ont démissionné en raison de l'épuisement professionnel. Comme le souligne

Bartley, la fondation de la FSC n'a pas eu un processus de création ennuyeux comme la plupart des organisations de normalisation.

« L'Assemblée de fondation du FSC en 1993 et la première assemblée générale en 1996 étaient à la fois très conflictuelles, avec des militants des droits environnementaux et des autochtones faisant valoir que le FSC était en danger de vendre son âme aux intérêts des entreprises (Dixon 1996; Synnott 2005; Wellner 1993). »²⁹

En 2008, Saskia Ozinga, coordonnatrice pour les forêts et le Réseau des ressources de l'Union européenne (FERN), a publié un article pour l'organisation de l'alimentation et de l'agriculture des Nations Unies (FAO), questionnant l'impact de la certification de la gestion forestière durable. Elle aussi a noté la nature conflictuelle de la gestion forestière.

Les utilisateurs des forêts, y compris les communautés locales et les peuples autochtones, les organismes de gestion du gouvernement, les ONG environnementales, les compagnies forestières et les concessionnaires forestiers, ont des intérêts divers et souvent opposés dans la façon dont les forêts sont gérées.³⁰

Ces groupes – et les personnes qui les représentent – sont également enracinés dans une variété de cultures qui influencent la façon dont ils visualisent et interagissent avec la forêt. En conséquence, les forêts sont fréquemment des champs de conflits sociaux et politiques, souvent liés à l'accès à la forêt et les moyens formels et informels par lesquels les gens y gagnent l'accès (Green, 2001; Schmidt, Berry et Gordon, 1999).

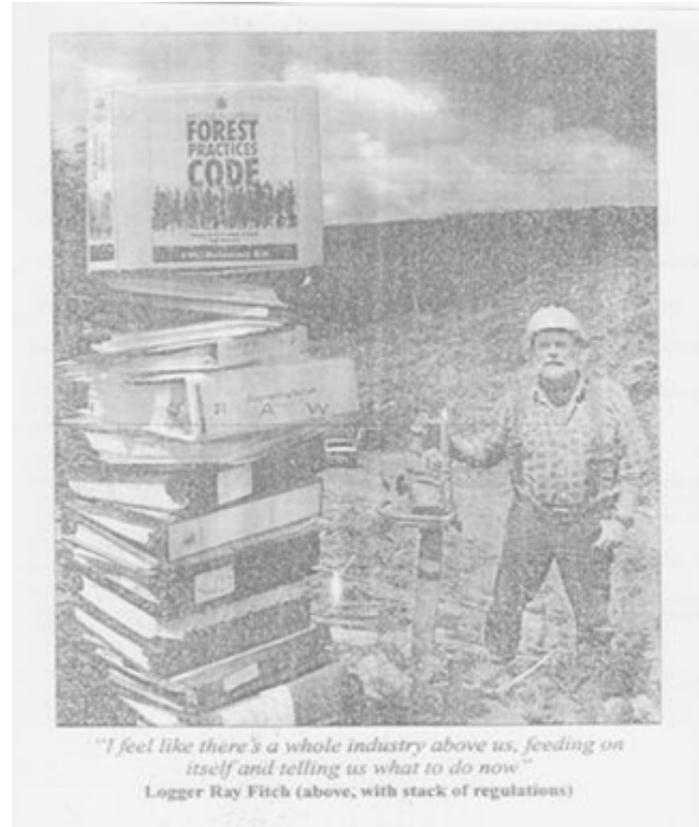
Cependant, alors qu'elle a peut-être raison sur le conflit historique dans les pays en développement, ce ne fut pas le cas au Canada avant la guerre des forêts. Les militants écologistes et leurs bailleurs de fonds – plusieurs de l'extérieur du pays – ont introduit le conflit dans les forêts

du Canada, comme cela est le cas aujourd'hui avec les militants et les bailleurs de fonds qui opposent les sables bitumineux et les oléoducs.

Lorsque la campagne médiatique intensive a commencé en 1993, il fut impossible d'y mettre fin. Les protestations de Clayoquot sont devenues les plus grandes manifestations de désobéissance civile dans l'histoire canadienne. Plus de 800 personnes ont été arrêtées, et les médias sont arrivés de partout dans le monde pour documenter la lutte. Les activistes internationaux se sont joints à eux et des affiches sur la destruction des forêts anciennes de la Colombie-Britannique ont été placardées sur les murs du métro et des panneaux de construction dans toute l'Europe et les États-Unis. À Greenock, Glasgow, quatre membres de Greenpeace ont grimpé au sommet d'une grue sur le Saga Wind, un navire tentant de transporter de la pâte et du bois de la Colombie-Britannique à l'Europe. Les deux hommes ne se sont pas déplacés jusqu'à ce que deux grandes chaînes aient convenues de ne pas acheter de produits forestiers de la Colombie-Britannique.³¹

A Francfort, les manifestants se sont enchaînés aux portes d'une usine détenue par Clairiant, l'un des plus gros clients de pâte européens de Western Forest Products.³² Dans un discours devant l'Association canadienne des pâtes et papiers à Vancouver, Linda Coady, vice-présidente des affaires environnementales à MacMillan Bloedel, a déclaré que les clients tels que PacBell, le New York Times et GTE avaient été « frappés avec des milliers de lettres, des manifestations et le ciblage des conseils d'administration. » Elle a également dit : « PacBell a reçu 25 000 cartes de protestation signées dans une période de six semaines ». Le 24 Octobre 1995, à la demande du RAN, la ville de Santa Cruz a adopté une résolution exhortant les entreprises à uniquement acheter du papier dans les entreprises avec des pratiques forestières écologiquement durables.³³ Des lettres de démarketing ont menacés les petits opérateurs.³⁴ Des milliers d'incidents, aimablement documentés sur les nouvelles du soir et dans les journaux du matin, ont intimidé l'industrie, terrifié le gouvernement et ensemencé le terrain

pour le Code de pratiques forestières de la Colombie-Britannique, qui lorsque codifié, était si détaillé dans sa portée, qu'il mesurait sept pieds de haut.



« J'ai l'impression qu'il y a une industrie entière au-dessus de nous, se nourrissant d'elle-même et nous disant quoi faire maintenant. » Bûcheron Ray Fitch (ci-dessus, avec la pile des règlements).

Comme observé Bartley, l'entrée des grandes fondations de financement a transformé les protestations de la foresterie et a façonné le mouvement par :

La construction d'un nouveau « champ organisationnel » – c'est-à-dire, une arène construite socialement d'organisation d'autoréférence mutuellement dépendantes – et l'inscription d'autres acteurs dans ce projet. Dans le cas spécifique des mouvements écologistes, les fondations ont été des acteurs clés dans la construction d'un champ de « certification forestière, » une alternative aux boycotts basée sur

le marché qui a recueilli le soutien de nombreux Mouvements d'orientation sociaux environnementaux [SMO].³⁵

Selon Bartley:

Le fait que les fondations sont devenues des partisans enthousiastes de la certification plutôt que partisans du boycott ou des organisations de base correspond aux contours généraux de la canalisation, de l'argument du contrôle social. Cependant, la façon dont ce processus s'est déroulé diffère significativement des explications offertes par les approches existantes dans la littérature de mouvement social. Alors que la littérature nous amènerait à s'attendre à un dé-financement des groupes de protestation et une transformation professionnelle de la base, je démontre comment les fondations ont coordonné leur octroi de subventions pour construire un champ organisationnel dans lequel les protestations perturbatrices et les formes de gouvernance fondées sur le marché étaient synergiques plutôt que contradictoires.

Qui était à la tête du mouvement, les militants ou les fondations? Bartley nous informe que l'un alimentait l'autre. Les militants ont donné aux fondations un sens et une signification; les fondations ont donné aux militants l'argent dont ils avaient gravement besoin. Ils se sont renforcés mutuellement. Les gouvernements et l'industrie ont été effectivement cooptés, et la foresterie durable est devenue la politique dans tous les ministères qui ont géré la ressource. L'industrie privée a riposté en développant ses propres programmes de certification, mais ils ont été basés sur le Protocole de Montréal, qui lui-même a été fondé sur les principes forestiers de l'ONU.

Les entreprises forestières de la Colombie-Britannique ont été tout simplement accablées par les forces déployées contre eux. Complètement entourées, elles ont abandonné. Beaucoup de grandes entreprises qui employaient des milliers de personnes et qui étaient

de grandes contributrices économiques au bien public ont pliées sous la pression. Au cours des 10 prochaines années, MacMillan Bloedel, l'une des entreprises clés de la Colombie-Britannique, et Crown Zellerbach Canada ont été fusionnées et renommées Catalyst, qui a ensuite subi une série de fermetures d'usines dû à des conditions de marché continuellement difficiles. Par exemple, le coût de conformation au nouveau Code de pratiques forestières pour Western Forest Products fut de un milliard \$. Au cours de la décennie suivante, les produits forestiers côtiers de la Colombie-Britannique ont été réduits de 60 pour cent,³⁶ réduisant subséquemment les recettes fiscales de l'une des plus grandes industries de la Colombie-Britannique ainsi que l'emploi substantielle directe et indirecte, ce qui signifiait une baisse sévère de l'économie rurale de la Colombie-Britannique. Ceci persiste à ce jour.

LE FSC AU CANADA ET AUX ÉTATS-UNIS

Le FSC met en œuvre 38 normes différentes à travers le monde, plusieurs étant « provisoires », ou partiellement développées. Les exigences sur les entreprises et les propriétaires fonciers varient grandement à travers des 38 normes différentes même si tous ces produits sont certifiés FSC.³⁷ Ce manque de cohérence fait en sorte que les forestiers nord-américains font face à des normes raides, tandis que certains propriétaires fonciers internationaux dans des pays comme le Brésil ou la Russie reçoivent la certification FSC plus facilement.³⁸

Cette intrusion dans le marché biaise le marché vers le bois récolté de manière non durable de la Russie, par exemple, tandis que le prix du bois canadien FSC est hors de portée.

Cependant, les forestiers et les responsables gouvernementaux qui gèrent les forêts publiques identifient quatre raisons pour accepter la certification. La raison principale est l'accès au marché. Comme décrit ci-dessus, de nombreux grands détaillants ont été contraints de seulement accepter le bois FSC. La deuxième raison est que les clients sont venus à croire que les forêts canadiennes ne sont pas bien gérées, et la certification a rassuré le public de la bonne gestion des forêts. La troisième raison est la fourniture d'un système de gestion environnementale. Avant la guerre des forêts, les forêts étaient gérées pour créer de la richesse économique. Malgré le fait que la possession d'une forêt, que ce soit par le public ou une société ou un individu, signifie prendre soin de cette forêt afin de produire du bois de façon fiable au cours des années, il y a eu des opérations forestières brûlées au Canada qui furent négligentes et même destructrices des forêts coupées. La foresterie industrielle a trop souvent signifié une coupe non durable. Cependant, étant donné l'ampleur de la foresterie canadienne et la sophistication croissante des forestiers canadiens, alors que le temps passait et la richesse augmentait, ces opérations étaient de plus en plus rares. Parfois, comme dans le cas des forêts

côtières de la Colombie-Britannique à la fin du 20^e siècle, les décisions du gouvernement déclenchent des pratiques destructrices dans les forêts publiques, mais ceci aussi est de plus en plus rare. Enfin, la quatrième raison donnée est que la certification a fourni une liste utile des éléments qui doivent être gérés.

Toutefois, étant donné la réticence des fondations et des militants d'abandonner un domaine d'opération lucratif, ces derniers ont fait que la liste des éléments à être gérés a augmentée au fil du temps, ce qui signifie que les militants et leurs organismes de financement, principalement des fondations privées, orientent toujours l'ordre du jour. Le conflit continue. Comme Bartley souligne:

Les conflits entre le FSC et ses concurrents basés sur l'industrie ont continués, conduisant à des campagnes mettant l'accent sur la crédibilité ou non crédibilité de certaines étiquettes (par exemple, une campagne « N'achetez pas SFI. ») et une série de rapports comparant les différents systèmes (Mater, Price, and Sample 2002; Meridian Institute 2001)... Certaines certifications ont parfois été controversées (Rainforest Foundation 2002). Enfin, les ONG, les SMO, et les organismes de certification n'ont pas toujours apprécié la main forte des fondations, surtout quand elle a été perçue comme étant trop favorable aux entreprises ou trop susceptible de mettre les moyens (certification) au-dessus de la fin (l'amélioration des conditions de la forêt). Les fondations ont été accusées de contrôler l'administration du FSC et de subvertir son processus démocratique de prise de décision.

Bien que les opérations forestières se soient conformées à beaucoup de ce que les ONG, l'ONU et les organismes gouvernementaux voulaient au départ, les restrictions ne font qu'augmenter. La PFLA (Private Forest Landowners

Association) de la Colombie-Britannique décrit les nouvelles restrictions auxquelles les opérations sont confrontées. Ces restrictions, qui sont en processus d'élaboration, auront une incidence sur la gestion des terres forestières privées et publiques à travers le pays. Les questions soulevées sont les suivantes:

1. Environnement Canada est responsable de l'application de la Loi sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs et ses règlements.³⁹ Initialement commissionné il y a plus de 100 ans avec la préservation des stocks de volailles de chair, la loi interdit aujourd'hui la prise d'oiseaux migrateurs, dont il existe maintenant plus de 500 inscrits. Ceci comprend les oiseaux, les oisillons, les œufs et les nids, qu'ils soient occupés ou non. Les ONGE insistent que le gouvernement continu d'augmenter la mise en vigueur de la loi qui affecte non seulement la foresterie à travers le pays, mais toutes les autres industries de ressources aussi.

Une politique récente de la PFLA souligne:

Le processus actuel est qu'Environnement Canada rendra cette information disponible et les propriétaires fonciers sont censés gérer leurs opérations en conséquence. Les implications de cette approche pourraient signifier des périodes réduites pour toutes les activités de gestion des ressources au cours de la saison de nidification. Cela pourrait avoir des répercussions importantes pour de multiples industries.⁴⁰

2. Le Comité sur la situation des espèces en péril au Canada (COSEPAC) ajoute constamment des espèces à la liste de ceux qui doivent être considérées et protégées pendant toute extraction de ressources. «Parcs Canada est en train d'élaborer un plan de relance de l'Autour des palombes,⁴¹ une rapace identifiée comme menacée... L'Autour des palombes, comme la chouette tachetée, parcourt des centaines de miles, qui doivent tous être protégés. Cependant, les autours

des palombes prospèrent dans les forêts secondaires gérées.»⁴²

3. Les zones d'habitat critiques sont toujours en processus d'augmentation de superficie. Chaque province appelle ces dispositions de la loi (qui au fond des confiscations de terres) par un autre nom, et en fonction du gouvernement au pouvoir, des arrangements de partage raisonnables peuvent être faites.⁴³

Le principe politique de base est le suivant: lorsque l'habitat nécessaire à la survie d'une espèce ne peut pas être fournie par les terres publiques, le gouvernement détient le droit de prendre des dispositions avec les propriétaires fonciers pour protéger l'habitat essentiel de la faune qui existe sur des terres privées.

4. La fumée et le feu. En raison de l'augmentation de la taille et de l'intensité des feux de forêt au cours des 20 dernières années, « la structure de tarification du partage des coûts de lutte contre les incendies » a changée, et les taux et la proportion des tarifs facturés aux forestiers augmentent. Ce serait raisonnable, si les incendies de forêt massifs ne seraient pas généralement causés par les gouvernements qui cèdent le contrôle de leurs forêts à des groupes d'activistes qui ont par procuration ré-écrit la réglementation et créé des systèmes de certification qui génèrent des incendies de forêt, augmentant leur taille et leur intensité. Houx Lipke Fretwell, une professeure d'économie à l'Université du Montana et associée au PERC (Centre de recherche sur la propriété et l'environnement), en utilisant les archives du service forestier des États-Unis, a constaté que les nouvelles pratiques de gestion forestière détiennent la majorité de la faute, en particulier ceux qui ont laissé la croissance ancienne friche, sans éclaircissement ou déblaiement, permettant à la broussaille de prospérer, souvent créant des échelles de carburant qui grimpent les arbres et qui agissent comme du petit bois.⁴⁴ Comme le souligne Fretwell, en raison de la mauvaise gestion

de l'environnement des forêts publiques américaines, en grande partie due à des règles de protection des espèces excessives et la réglementation « naturelle », le Service des forêts estime qu'entre 90 et 200 millions d'acres sont en danger de créer un feu de forêt catastrophique qui se produit une fois par millénaire, qui brûlera à une température si intense qu'il va cicatriser la terre, tuant les semences.

5. La fumée et la poussière, y compris la sciure en Ontario, sont classées comme polluants et le ministère de l'Environnement de la Colombie-Britannique développe une nouvelle réglementation pour gérer les risques de santé publique de la fumée.⁴⁵ Cependant, « le brûlage dirigé est un outil important pour la santé des forêts et pour minimiser le risque des feux de forêt. » Selon le PFLA, « les alternatives à l'utilisation des pratiques de brûlage dirigées bien planifiées et bien mises en œuvre sont coûteuses et inefficaces, et augmentent le potentiel de la réduction de la santé des forêts et l'augmentation des feux de forêt catastrophiques qui menacent les forêts, les vies et les communautés. »⁴⁶

Afin de commencer à mesurer les effets de la certification forestière et les incursions des activistes, des ONGE et des fondations dans le secteur forestier, il est utile d'examiner trois ensembles de métriques. Premièrement, est-ce que les forêts produisent la même richesse qu'ils produisaient dans le temps? Deuxièmement, est-ce que les forêts sont maintenant plus saines qu'ils ne l'étaient avant l'introduction de la certification FSC? Troisièmement, quel a été l'effet sur les communautés rurales qui sont situés dans les zones boisées et ont compté sur ces forêts pour l'emploi, les reçus d'impôt et les services sociaux?

En juin 2013, Brooks Mendell, Ph.D., et Amanda Lang Hamsley de Forisk Consulting ont publié un article dans EconoSTATS à l'Université George Mason à Washington, DC, intitulé « L'analyse économique de la certification forestière. »

Ce fut la première analyse économique indépendante⁴⁷ des effets de la certification forestière. L'échantillonnage des forêts dans le sud des États-Unis et dans le Nord-Ouest Pacifique des États-Unis, Mendell et Lang ont constaté que « les normes FSC imposaient des coûts significativement plus élevés et conduisaient à une production significativement plus faible, » faisant en sorte que certaines forêts FSC avaient un rendement de 31 pour cent en dessous des études de base qui ont été faites avant la certification.

Dans le Sud, les impacts économiques négatifs les plus importants ont été associés à la désignation de certaines forêts comme des « plantations » FSC. Les coûts plus élevés et la production plus faible entraînaient une baisse de l'activité économique, y compris des pertes d'emplois, de revenus et de recettes fiscales.

Les normes du FSC réduisent également la flexibilité opérationnelle en créant des coûts économiques supplémentaires qui, bien que difficile à mesurer, ne sont pas moins réels. Les conséquences économiques à long terme sont illustrées par le destin des manufacturiers automobiles américains pendant les années 1970 et 1980. La flexibilité opérationnelle réduite rend plus difficile l'adaptation de l'industrie à l'évolution de la situation mondiale ou la demande des consommateurs.

Ensuite, il y a le problème de l'ambiguïté du FSC, démontrée par ses normes variables à travers le monde. La mise en œuvre d'une politique fonctionne mieux quand il y a peu de place pour la confusion ou l'interprétation. Lorsque les politiques sont vagues ou ouvertes à l'interprétation par l'industrie ou le régulateur / l'auditeur, l'incertitude surgit. L'incertitude réglementaire est l'ennemi de la croissance des affaires – que cette entreprise soit manufacturière, financière, ou forestière.

- 1. Dans l'étude de cas de l'Oregon, les deux scénarios du FSC réduisent significativement les retours financiers pour les propriétaires fonciers.** Relatif

aux pratiques de gestion forestière de base et aux scénarios de la SFI, les forêts gérées soit comme des peuplements naturels ou des plantations sous le FSC réduisent la valeur actuelle estimée des flux de trésorerie d'opération net de 31% à 46% pour la période d'exploitation de 46 ans. Les lignes directrices du FSC ont réduit la superficie disponible pour les récoltes de bois, ce qui a entraîné une baisse des volumes de bois récoltés par rapport au cas de base et le scénario SFI.

Résumé des résultats économiques et opérationnels de l'étude de cas de l'Orégon

Profil du scénario	Base	SFI	FSC_Naturel	FSC_Plantation
Perte de VAN relative au cas de base	0%	0%	-31%	-46%
% d'acres de région boisée disponibles pour la récolte	93%	93%	75%	78%
Récolte totale durant une période de 46 ans relative à la Base (MBF)	0%	0%	-30%	-42%

Notez : MBF est mille pieds-planche

2. Dans l'étude de cas de l'Arkansas, le scénario de plantation FSC réduit significativement les retours financiers pour les propriétaires fonciers.

Résumé des résultats économiques et opérationnels de l'étude de cas de l'Arkansas

Profil du scénario	Base	SFI	FSC_Naturel	FSC_Plantation
Perte de VAN relative au cas de base	0%	-4%	-11%	-26%
% d'acres de région boisée disponibles pour la récolte	91%	91%	91%	75%
Récolte totale durant une période de 36 ans relative à la Base (tonnes)	0%	-8%	-14%	-28%

3. La circulation de bois réduite associée à la certification FSC est associée à une plus grande réduction d'emploi et de revenu d'impôts.

Emplois à niveau d'état et résultats d'impôts (relatif aux pratiques de gestion forestière de base)

Arkansas	Base	SFI	FSC_Naturel	FSC_Plantation
Perte d'emploi directe de l'industrie forestière	0%	1 254	2 194	4 388
Perte d'emploi directe + indirecte	0%	2 808	4 915	9 830
Perte de taxes de départ	0%	178 538 \$	312 441 \$	624 882 \$
Oregon	Base	SFI	FSC_Naturel	FSC_Plantation
Perte d'emploi directe de l'industrie forestière	0%	0	6 648	4 748
Perte d'emploi directe + indirecte	0%	0	31 829	22 735
Perte de taxes de départ	0%	0	6 180 754 \$	4 414 824 \$

Les emplois directs comprennent les forestiers, les bûcherons, les ouvriers d'usine et les consultants et entrepreneurs forestiers. Les emplois indirects comprennent les emplois qui appuient l'industrie forestière, comme le transport routier des marchandises, la réparation des machines, et le commerce en gros. Les répercussions sur l'emploi indirect incluent également les emplois « induits » créés par les dépenses des travailleurs de l'industrie forestière.

Ils comprennent également les emplois gouvernementaux tels que les enseignants, le personnel hospitalier et les employés et entrepreneurs municipaux.

La mise en œuvre du FSC au niveau de l'État de l'Oregon pourrait réduire l'emploi de l'industrie forestière direct et indirect de plus de 31 000 emplois et réduire les taxes annuelles de départ de plus de 6 millions \$. La mise en œuvre de la norme FSC-Plantation au niveau de l'état en Arkansas pourrait éliminer l'emploi de l'industrie forestière direct et indirect à un niveau allant jusqu'à 10 000 emplois et réduire les taxes annuelles de départ de plus de 600 000 \$.

Scénarios modélisés pour l'étude de cas du Sud

Spatial / Récolte	FSC_Plantation	FSC_Naturel	SFI	Base
Largeur de la zone de gestion riveraine (RMZ)*	Pratique courante du propriétaire foncier et mises de côté (tampon de 425 pieds sur ruisseau)	Pratique courante du propriétaire foncier	Pratique courante du propriétaire foncier	Pratique courante du propriétaire foncier
Rétention	N/A	Supposer aucun impact mesurable	Supposer aucun impact mesurable	Supposer aucun impact mesurable
Terre permanente mise de coté	25% of FMU ac (including RMZ)	N/A	Aucune (à l'extérieur du RMZ)	Aucune (à l'extérieur du RMZ)
Grandeur de la coupe à blanc	Moyenne de 40 acres Maximum de 80 acres Minimum de 1 acre	Moyenne de 40 acres Maximum de 80 acres Minimum de 1 acre	Moyenne de 120 acres Maximum de 250 acres Minimum de 1 acre	Aucune
Intervalle Green-Up	2 ans	2 ans	3 ans	Aucune

Note : Suppose que la coupe à blanc et les intervalles Green-Up sont gérées comme une "fenêtre mobile", où une zone adjacente à une coupe à blanc peut être récoltée avant que les conditions Green-Up s'accomplissent, à condition que la somme de la surface est inférieure ou égale au maximum de coupe à blanc. Suppose que le maximum de coupe à blanc est de 250 pour le SFI basé sur la pratique courante dans le Sud.

** La pratique courante des propriétaires fonciers a été utilisée comme la base RMZ dans les scénarios du Sud. Nous avons utilisé les RMZ des propriétaires plutôt que les BMP (Meilleures pratiques de gestion) d'état, parce que les RMZ des propriétaires étaient plus grands que les minimums de BMP de l'Arkansas et la Louisiane.*

Scénarios modélisés pour l'étude de cas du Nord-Ouest Pacifique

Spatial / Récolte	FSC_Plantation	FSC_Naturel	SFI	Base
Largeur du RMZ*	Produisant des poissons: 150ft Vivace: 100ft Intermittents (espèces aquatiques): 75ft Intermittents (pas d'espèces aquatiques): 0	Même que la plantation	BMP de l'Oregon (voir le tableau ci-dessous)	BMP de l'Oregon (voir le tableau ci-dessous)
Rétention	N/A	Age de récolte de 55 ans avec zone basale de 10% (en outre du RMZ)	Supposer aucun impact mesurable	Supposer aucun impact mesurable
Terre permanente mise de coté	25% du FMU ac (incluant RMZ)	N/A	Aucune (à l'extérieur du RMZ)	Aucune (à l'extérieur du RMZ)
Grandeur de la coupe à blanc	Moyenne de 40 acres Maximum de 80 acres	Moyenne de 40 acres Maximum de 60 acres	Maximum de 120 acres Minimum de 5 acres	Maximum de 120 acres Minimum de 5 acres
Intervalle Green-Up	7 ans	4 ans	4 ans	4 ans

Note : Suppose que la coupe à blanc et les intervalles Green-Up sont gérés comme une "fenêtre mobile", où une zone adjacente à une coupe à blanc peut être récoltée avant que les conditions Green-Up s'accomplissent, à condition que la somme de la surface est inférieure ou égale au maximum de coupe à blanc.

Les règles de pratiques forestières de l'Oregon stipulent qu'aucune coupe à blanc doit être à moins de 300 pieds d'une coupe à blanc précédente à moins que la superficie totale est inférieure à la taille maximale de coupe à blanc permise ou le la position rencontre les exigences green-up.

La gestion des zones riveraines est l'un des problèmes les plus difficiles auxquels sont confrontés les forestiers. Les contretemps de ruisseaux exigés par les organismes

de conservation et les certificateurs FSC sont grands, notamment en raison du fait que les arbres près de l'eau deviennent beaucoup plus grands que les arbres plus loin des ruisseaux. Alors que personne ne s'objecte à la protection des poissons dans les ruisseaux, aux biotes autour des ruisseaux producteurs de poissons et du flux des ruisseaux, les restrictions sont souvent inutilement restrictives comme démontré dans les cartes ci-dessous:

Le BMP de l'état d'Oregon pour la largeur de zone de gestion riveraine (RMZ)

Grandeur	Type F (poisson)	Type D (domestique, non-poissons)	Type N (Autre)
Grand	100 pieds	70 pieds	70 pieds
Moyen	70 pieds	50 pieds	50 pieds
Petit	50 pieds	20 pieds	0 pieds

Source : La Loi des pratiques forestières de l'Oregon

Figure 1 : RMZ de propriétaires fonciers contre l'exigence minimale d'état, étude de cas du Sud des U.S.A.

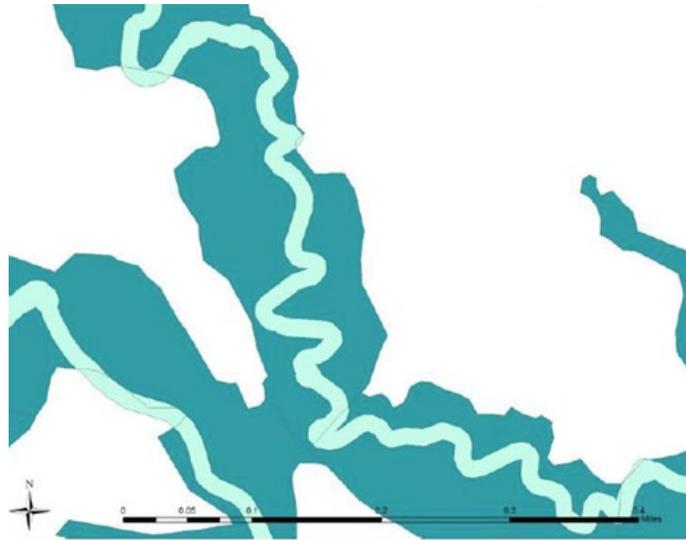
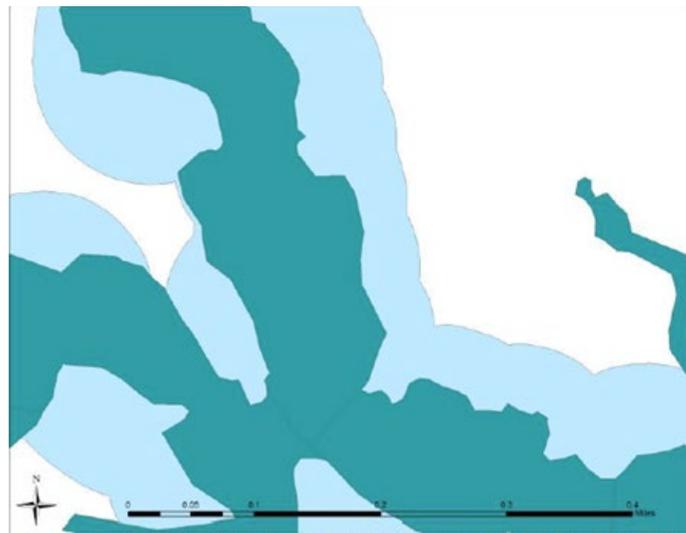


Figure 2 : RMZ de propriétaires fonciers contre la plantation FSC, étude de cas du Sud des U.S.A.



Note : Le bleu foncé représente le RMZ tel qu'implémenté par les propriétaires fonciers. Le bleu pâle représente les mises de côté additionnelles exigées par le scénario de la plantation FSC.

Acres récoltables et mises de côté, étude de cas du Nord-Ouest Pacifique

	Base & SFI	FSC-Naturel	FSC-Plantation
Total d'acres	210 601	210 601	210 601
Acres productives / boisés	203 374	203 374	203 374
Acres RMZ & mises de côté	13 433	45 202	51 536
Mise de côté (% d'acres productive)	7%	22%	25%
Acres récoltables	189 941	158 172	151 838

Résultats économiques et opérationnels, étude de cas de l'Arkansas

Profil du scénario	Base	SFI	FSC_Naturel	FSC_Plantation
Acres de RMZ et mises de côté	10 189	10 189	10 189	27 553
Mise de côté (% d'acres productive)	9%	9%	9%	25%
Acre récoltables dans le scénario	98 966	98 966	98 966	81 602
% récoltable des acres productives	91%	91%	91%	75%
Opérations forestières				
Volume de récolte total pour la période (tonnes)	22 324 364	20 528 296	19 178 139	16 044 850
% de réduction de volume relatif au cas de base	0%	-8%	-14%	-28%
Analyse économique				
Perte de VAN relative au cas de base	0%	-4%	-11%	-26%
Emplois à niveau d'état et taxes				
Perte d'emploi directe de l'industrie forestière relatif au cas de base	0	1 254	2 194	4 388
Perte d'emploi directe + indirecte relatif au cas de base	0	2 808	4 915	9 830
Perte de taxes de départ relatif au cas de base	0	178 538 \$	312 441 \$	624 882 \$

Résultats économiques et opérationnels, étude de cas de l'Oregon

Profil du scénario	Base	SFI	FSC_Naturel	FSC_Plantation
Acres de RMZ et mises de côté	13 433	13 433	51 536	45 202
Mise de côté (% d'acres productive)	7%	7%	25%	22%
Acre récoltables dans le scénario	189 941	189 941	151 838	158 172
% récoltable des acres productives	93%	93%	75%	78%
Opérations forestières				
Volume de récolte total pour la période (tonnes)	7 287 685	7 287 685	5 086 000	4 255 579
% de réduction de volume relatif au cas de base	0%	0%	-30%	-42%
Analyse économique				
Perte de VAN relative au cas de base	0%	0%	-31%	-46%
Emplois à niveau d'état et taxes				
Perte d'emploi directe de l'industrie forestière relatif au cas de base	0	0	6 648	4 748
Perte d'emploi directe + indirecte relatif au cas de base	0	0	31 829	22 735
Perte de taxes de départ relatif au cas de base	0	0	6 180 754 \$	4 414 824 \$

Études de cas du monde réel

Bien que l'analyse statistique soit critique, il est également utile d'inclure des exemples des lignes de front de la certification. La certification FSC a seulement été poursuivie pour 20 ans et en pleine vigueur pour dix. Les résultats commencent seulement à devenir clairs. Les forestiers qui travaillent avec des procédures de certification et expérimentent les nouvelles règles dans leurs propres forêts fournissent des données et des informations cruciales.

George Fenn est un physicien à la retraite qui a été formé en physique électro-optique à l'Institut de Technologie de Californie. Il a eu une carrière couronnée de succès dans l'industrie de la défense à la fois au niveau de la direction et de la technique avant d'acheter 400 acres de terres forestières dans le comté de Douglas, Oregon. Il a étudié la sylviculture extensivement, a construit une bibliothèque utilisée par les chercheurs aujourd'hui et a parcouru le monde pour observer la gestion des forêts dans les pays à climat tempéré. En 1997, Fenn a présenté un article à l'Université du Minnesota en réponse à ce qu'il considérait des exigences FSC improductives. À ce moment, après avoir géré sa forêt durant 32 ans, il opérait sur une base de rendement soutenue. Après avoir investi massivement dans le reboisement, il récoltait les arbres qu'il avait plantés dans les années 1970.

« Notre productivité sur les terres est soutenue et durable. Nous recherchons, et acquérons les meilleures ressources génétiques possibles. Nous travaillons avec les pépinières les plus avancées pour la plantation de souche. Nous semons, nous fertilisons, nous contrôlons la végétation concurrente, nous protégeons contre les dommages des animaux, nous optimisons le drainage, nous protégeons le ruisseau, nous évitons l'érosion et nous prenons grand soin lors de la récolte... »

« Nous avons un mini système SIG [système d'information géographique] pour faire le suivi de l'inventaire forestier

et nos dossiers de fertilisation, d'analyse de feuillage, d'herbicides, de plantation et de récolte. Nous avons 12 espèces d'arbres commerciales dans nos forêts [la régénération naturelle avait seulement deux espèces en quantité significative]. »

« Nos forêts attirent de nombreux visiteurs chaque année de l'industrie, de propriétaires forestiers non industriels et de chercheurs universitaires. La productivité durable dans notre forêt est d'environ 400 pour cent celle d'une forêt naturelle [gérée aux normes FSC]. »

Fenn aussi fourni une analyse financière rapide de sa forêt, gérée aux normes scientifiques les plus élevées de l'époque, par rapport à une forêt gérée aux normes FSC. Il a réalisé l'expérience en utilisant sa propre forêt en tant que cobaye.

« On peut facilement voir les résultats dans notre propre forêt. Les peuplements naturels ne peuvent produire qu'environ 100 pieds cubes par acre par an [un peu plus d'une corde par acre ou 6,9 mètres cubes par hectare] tandis que les peuplements gérés intensivement produisent environ 400 pieds cubes par acre par an [environ 4,5 cordes par acre ou 27,6 mètres cubes par hectare]. En d'autres termes, les peuplements gérés intensivement sont quatre fois plus productifs que les peuplements naturels. De plus, ils sont en meilleure santé, car ils ont affiché une croissance robuste depuis un jeune âge. Nous sommes maintenant en mesure de récolter des éclaircies comme grumes de sciage à 18 ans, mais nous croyons que ce chiffre diminuera. Nous prévoyons une production totale de 85 000 pieds-planche par acre d'éclaircie et une récolte de coupe à blanc finale à 41 ans. »

« Nous avons fait une analyse financière de notre régime de sylviculture, et nous l'avons comparé avec l'option de foresterie de longue rotation [requis par le FSC avec une récolte finale à 70 ans]. Nous avons utilisé un taux de remise de huit pour cent, typique des actifs détenus à long terme... Nous avons constaté que le régime forestier intensif à

courte rotation a produit un rendement net de la valeur actuelle de 2 600 \$ par acre comparativement à une perte de 674 \$ la foresterie rotation longue. »

Sa conclusion?

« Le programme FSC a de graves conséquences sur les coûts. Par rapport à la meilleure sylviculture, il réduirait la productivité de 75 pour cent. Il ferait augmenter le coût de nos produits de bois de 400 pour cent [une conséquence directe de l'équation de la productivité]. »

Ensuite, il y a les coûts supplémentaires reliés à la certification elle-même. Jim Petersen de la Fondation Evergreen a rapporté sur un audit de certification dans une forêt de Boise Cascade à La Grand, Oregon:

Nous avons appris que Jour 1 a été consacré à une recherche aléatoire des dossiers forestiers de la compagnie. Tout ce qui est dans le classeur est une cible légitime. Jour 2 a été consacré à interroger les forestiers, les ingénieurs forestiers, les sylviculteurs et les spécialistes de reboisement. Des entrevues de trois heures sont chose courante. « C'est comme enlever tous ses vêtements sur une plage publique, » a raconté plus tard un forestier d'une entreprise. L'audit du domaine d'aujourd'hui [Jour 3] est un retour à la réalité. Est-ce que ce que voit l'équipe de certification sur le terrain reflète ce qu'ils ont appris au jour 1 et 2? Nous le saurons à la fin de la journée.

À mi-parcours du Jour 2, l'équipe a annoncé qu'elle rejetait les trois sites que la firme d'audit avait sélectionnés pour la vérification sur le terrain en faveur de trois nouveaux emplacements. Je demande pourquoi et on me dit que les équipes de certification voient les modifications imprévues au calendrier comme un moyen de renforcer la crédibilité de leurs audits. « L'entreprise a eu le temps de se préparer pour les trois premiers sites », explique le Gérant d'audit Bruce Eaket de Price, Waterhouse, Coopers [sic]. « Ils n'ont pas eu de temps pour préparer les sites de rechange que nous avons sélectionnés au dernier moment. Nous aimons fonctionner de cette façon. »

Les audits de tiers prennent de quatre à neuf jours et peuvent coûter plus de 100 000 \$, dépendamment de la taille de la forêt. Le propriétaire paie – un fait qui soulève des questions de conflit d'intérêt dans les esprits de plusieurs, y compris un détaillant assistant au briefing de la nuit dernière. Mais quand quelqu'un demande si un détaillant dans la salle serait prêt à ramasser la facture, aucun d'entre eux se porte volontaire. Les détaillants ne sont pas plus intéressés à payer pour le bois certifié « vert » que ne le sont leurs clients, ainsi que Boise assume le coût – comme le font les autres grands producteurs de bois.⁴⁸

Les coûts de certification encourus par l'entreprise forestière mettant en œuvre la certification sont considérables, et les clients refusent généralement de payer ces frais supplémentaires. Boise Cascade, une grande entreprise forestière aux États-Unis, peut se permettre le coût de certification de 100 000 \$, mais les plus petits opérateurs ne peuvent pas. Fred Cabbage et Susan Moore dans « Impacts et coûts de la certification forestière: une étude de la SFI et du FSC en Amérique du Nord » ont constaté que si une forêt est plus petite que 4 000 hectares, les coûts de certification sont 4 000 pour cent de plus par hectare que les coûts dans les forêts plus grandes.⁴⁹

De plus, il y a des coûts supplémentaires pour l'abandon des nombreuses avancées scientifiques en matière de sylviculture que la certification rejette comme inacceptable pour la régulation « naturelle » ou de la gestion basée sur l'écosystème. George Fenn a résumé ses conclusions venant de son étude et sa pratique de la foresterie au plus haut niveau scientifique à sa disposition:

1. Les pratiques de gestion forestière scientifiquement de pointe ont montré des gains significatifs et durables dans la production de bois et de fibres.
2. L'amélioration génétique des espèces d'arbres peut augmenter la croissance de 135 à 280 pour cent, en fonction des méthodes et des espèces.

3. Le contrôle de la végétation concurrente par la gestion de la végétation peut augmenter la croissance de 200 à 400 pour cent au cours des années jeunes. Cela signifie des arbres sains à un plus jeune âge.
4. La fertilisation peut augmenter la croissance durant les années jeunes par 300 pour cent et de 125 à 150 pour cent dans les années ultérieures.
5. Une combinaison de traitements peut produire à la fois des résultats linéaires et synergiques.
6. Le bois de sciage peut être récolté dès 18 ans.
7. Les peuplements fertilisés et gérés de manière intensive présentent moins de maladies et de dommage.
8. L'augmentation de retour de valeur actuelle nette prévue pour les peuplements de courte rotation, gérés de façon intensive dans le sud de l'Oregon comparé aux peuplements de longues rotations non gérés peut dépasser 3 200 \$ par acre.⁵⁰

Les certificateurs FSC interdisent la plupart de ces innovations et progrès scientifiques aux exploitants forestiers.

Les frais aux communautés boisées

Comment est-ce que les entreprises forestières peuvent assumer ces coûts et ces pertes sans une augmentation égale dans le prix? Ils prennent toutes les opportunités pour réduire les coûts. Les forêts Irving dans le Maine (la famille Irving du Nouveau-Brunswick possède des forêts parmi leurs nombreux intérêts) sont certifiées aux normes les plus élevées.⁵¹

Alors que les indigènes ou les peuples autochtones sont inscrits dans le lexique des ONGE et leurs bailleurs de fonds comme des victimes entièrement vertueuses, les industries compétitives, « les rustres », ou les hommes et femmes de la

classe ouvrière dans les zones rurales sont perçus comme moins que dignes d'attention. Par conséquent, quand une entreprise forestière telle que Irving se déplace dans les bois du Maine et procède à la certification de ses forêts à la norme FSC de plus haut niveau, il n'y a pas d'études sérieuses des dommages causés à la communauté locale. Pour maintenir les normes du FSC, qui ont coupé les récoltes jusqu'à 46 pour cent, comme nous l'avons vu ci-dessus, dans la Vallée St. John dans le Maine, où il y a des familles qui ont été bûcherons travaillant pour l'industrie forestière durant des générations, la différence dans leurs vies est claire.

« L'objectif de Irving, selon le porte-parole Chuck Gadzik, est d'avoir un fonctionnement bon marché, efficace et rentable ici. Cela signifie la réduction des coûts. Irving s'attend que ses sous-traitants assument une partie de l'épargne. Certains entrepreneurs signalent qu'Irving a coupé leurs taux de 25 à 35 pour cent. »

« De plus, Irving ne fait pas affaire avec les plus grandes entreprises de sous-traitance, a dit Gadzik. Plutôt, il embauche de plus petites opérations qui sont prêts à faire fonctionner machines de récolte 24 heures sur 24. Irving ne négocie pas ses contrats. S'ils ne prennent pas ce qu'ils sont offerts, il embauche soit des travailleurs liés canadiens ou une jeune entreprise affamée qui cherche à mettre un pied dans le marché. Les entrepreneurs sont à un quart de un pour cent de bénéfice. Un autre entrepreneur, un bucheron de quatrième génération, dit qu'il ne pouvait pas se permettre de travailler pour Irving parce que la société ne veut pas payer « les coûts réels de la production du bois. Je fournis des employés formés professionnellement, l'assurance maladie, les véhicules d'entreprise et je paye le meilleur salaire horaire possible... Les prix d'Irving sont trop bas. »⁵²

Irving est une entreprise bien gérée qui a réussi à garder toutes ses usines de pâte et papier en fonctionnement et tous ses gens employés tandis que l'industrie canadienne

a perdu 35% de la capacité de production entre 2000 et 2014. De même, tout en gérant bien l'entreprise, ils sont également considérés comme de bons gestionnaires de la forêt. KC Irving fut le seul PDG d'une entreprise de produits forestiers à être nommé Honorable chef forestier de la province par une résolution d'un corps législatif provincial. Irving a réussi à survivre le ralentissement forestier en raison de sa gestion et la diversification. Des centaines de petits exploitants ont été chassés de l'industrie avec un grand effet négatif sur l'emploi.

En 2002, Matleena Kniivilä et Olli Saastamoinen ont publié un article intitulé « Les coûts d'opportunité de la conservation des forêts dans une économie locale. » La paire a enquêté sur les résultats de la certification forestière dans une petite ville de la Finlande et a constatée que les pertes annuelles d'emplois dues à la certification au cours la première décennie ont été estimées à 5,7 à 20,4 emplois. Plus tard, les pertes d'emplois ont été estimées à 2,4 à 6,3 emplois.⁵³ Toutefois, l'article n'a pas estimé les pertes d'emplois indirectes, les pertes d'emplois auxiliaires, les recettes fiscales perdues en conséquence de l'absence de la production réelle de la valeur ou l'effet d'une spirale déflationniste lente causée par le manque d'activité, ce que devient enfin la conservation. La conservation peut ajouter des emplois rémunérés par l'État, la municipalité ou des fondations, mais ajoute-t-elle une valeur autre que l'esthétique, un peu de tourisme et des avantages futurs? Personne n'a été en mesure de faire valoir ce point avec succès.

Tendances environnementales ont fait une étude en 2011 dans un petit comté de l'Utah et a constaté une perte annuelle de revenu moyenne de 1 440 \$ par ménage, une perte de 37 500 \$ pour la paie et une perte de 92 910 \$ pour les recettes fiscales,⁵⁴ provoquée par la suppression de terres de production. Multipliez cet effet à travers de milliers de petites communautés dans un pays ou une région et il est facile de comprendre comment la création d'une région sauvage et une diminution des recettes provenant des industries de ressources d'autant que 30 à 60 pour cent peut avoir un effet néfaste considérable sur les économies rurales.

Le fait que la certification forestière dans les pays occidentaux n'a pas été jugée et réformée peut être résumé par ces cas et d'autres et est soutenu par les écrits de la FAO de l'ONU. Comme cité ci-dessus, Saskia Ozinga, coordonnatrice, FERN pour la FAO, a publié un article dans lequel elle a déclaré: « Bien que la certification forestière a été conçu non seulement pour vendre les produits forestiers, mais aussi pour améliorer la gestion des forêts, peu de recherche a été effectuée pour identifier ses impacts sur le terrain. »

Le rapport de certification FSC sur les forêts dans le Maine ne fait aucune mention des difficultés imposées sur les entrepreneurs et les travailleurs dans les forêts d'Irving. Apparemment, l'impact socio-économique sur la communauté a été nul.⁵⁵

Ceci démontre un décalage important entre les fondations, l'organisation de militants et les universités et les gouvernements qu'ils ont manigancé avec succès et la réalité sur le terrain. Une révision des écrits sur le bois certifié FSC dans le référentiel de documents de la FAO à Yale.edu, un autre référentiel d'études sur la certification FSC, n'a presque aucune étude de terrain sur la situation des communautés forestières et des bûcherons de longue date ou l'impact de la certification sur leurs vies. Il est compréhensible que les propriétaires d'entreprises forestières, confrontés au fait que leurs actifs en bois, sur lesquels ils doivent faire un profit ou peut-être perdre l'entreprise, aient maintenant une valeur comprise entre 40 et 60 pour cent de ce qu'ils étaient, vont presser les plus vulnérables de la chaîne de production.

Il y a aussi un décalage important entre la littérature sur la certification FSC sur les idéaux du programme et les exigences de réellement gérer une vraie entreprise. Une étude du Québec est presque risible, car les universitaires cherchent à prouver que les normes de certification n'affectent en rien le prix des actions d'entreprises forestières, pas même les normes les plus rigoureuses requises par le FSC. Apparemment, les stratégies ordinaires

d'entreprises de se libérer de divisions non rentables ou de les fusionner en sorte de créer des divisions plus grandes et plus rentables afin de maintenir la valeur de leurs actions est étrangère aux mathématiciens de l'étude.⁵⁶

Par conséquent, la conclusion est facilement atteinte qu'à l'heure actuelle, la certification prive les communautés forestières de travail et de recettes fiscales, tire vers le bas les économies rurales, augmente le prix du bois et donne avantage indûment aux producteurs de bois plus économiques de pays comme la Russie et la Suède, qui tous deux ont une certification FSC relâchée. Enfin, il empêche aussi certains producteurs de bois qui n'adoptent pas la certification d'entrer au marché.

L'évidence commence aussi à démontrer que la régulation « naturelle », promue par le FSC, les ONGE et les fondations et militants qui soutiennent le FSC, n'est pas saine pour les forêts de la planète lorsque comparée aux pratiques sylvicoles les plus avancées qui sont possibles aujourd'hui. Bien qu'une analyse complète soit au-delà de la portée de cet article, il y a une grande quantité de données s'accumulant qui suggèrent que la régulation « naturelle », ou la gestion fondée sur les écosystèmes, est fondamentalement défectueuse. Il est tout à fait défendable que en se délestant des avancées scientifiques en sylviculture des 50 dernières années et se tournant vers la réglementation « naturelle », le FSC a fait reculer la foresterie de plus d'une génération. Il est possible que ce ne soit pas aussi destructeur pour le Canada qu'il l'est sûrement pour les pays en développement qui ont désespérément besoin du revenu perdu pour construire une économie moderne qui offre des services éducationnels, médicaux et sociaux. Tandis que les économies occidentales continuent à tâtons, avec des niveaux sévères de dette publique, la paralysie systématique d'une industrie en considération des sentiments des classes urbaines privilégiées et marginalement informées est profondément irresponsable.

L'ACCORD CANADIEN SUR LA FORÊT BORÉALE (CBFA)

La forêt boréale canadienne contient environ un tiers de la forêt boréale circumpolaire qui encercle la partie nord de la planète sous le pôle. À plus de 1000 kilomètres de large, elle sépare la toundra dans le nord des forêts tempérées du sud. La forêt boréale canadienne est considérée comme la plus grande forêt intacte sur Terre, avec 3 millions de kilomètres carrés non perturbés par des routes ou le développement industriel. Des centaines de villes et villages à l'intérieur de son territoire tirent au moins 20 pour cent de leur activité économique de la forêt, principalement des industries telles que les produits forestiers, l'exploitation minière, le pétrole, le gaz et le tourisme.⁵⁷

Cependant, sa continuité relativement intacte a fait de la région boréale du Canada une cible spéciale des écologistes et des défenseurs de l'environnement pendant de nombreuses décennies. Considérée comme un laboratoire pour les sciences de la Terre et un magnifique puits de carbone, pour ne pas mentionner le fait qu'elle est un habitat non perturbé de milliers d'espèces du Nord et la plus grande source d'eau douce du monde, la forêt boréale détient un poids émotionnel considérable. Elle est également une source de richesse de ressources.

La conservation à grande échelle dans la région boréale n'a pas commencé avant le début des années 2000. En Juillet 2008, le gouvernement de l'Ontario a annoncé des plans pour protéger 225 000 kilomètres de terres boréales du Nord. En février 2010, le gouvernement canadien a établi la protection de 5 300 miles carrés (14 000 km²) de la forêt boréale en créant une nouvelle réserve de 4 100 miles carrés (11 000 km²) dans la région des monts Mealy de l'Est du Canada et un parc provincial de voie navigable de 1 200 miles carrés (3100 km²) qui suit le long de la rivière Eagle de la source à la mer.⁵⁸ Cette dernière séquestration au Labrador est plus grande que les parcs Yosemite et Yellowstone combinés aux Etats-Unis.

Enfin, en 2010, le gouvernement canadien a conclu un « accord » de conservation historique, l'Entente sur la forêt boréale canadienne. Qualifiée de « collaboration unique entre 18 grandes entreprises de produits forestiers canadiennes et neuf grandes organisations environnementales, » elle a été appliquée à plus de 76 millions d'hectares de forêts dans les provinces de la Colombie-Britannique jusqu'à Terre-Neuve.⁵⁹

Les ONGE suivants étaient des partenaires participantes à l'Accord: L'Initiative boréale canadienne, la Société pour la nature et les parcs du Canada, la Fondation David Suzuki, ForestEthics, The Nature Conservancy, la Campagne internationale de conservation boréale de Pew Environment Group, la Fondation Ivey, Canopy et Greenpeace. (S'il vous plaît noter TNC, The Nature Conservancy n'est PAS CCN, Conservation de la nature Canada.)

Alors que 18 compagnies forestières ont signé au début, le total est passé à 20 au moment où les négociations furent complétées: Alberta-Pacific Forest Industries Inc., IAV Group, Canfor Corporation, Canfor Pulp Limited Partnership, Cariboo Pulp and Paper Company, Cascades Inc., Conifex Timber Inc., Daishowa-Marubeni International Ltd., FF Soucy Inc., Howe Sound Pulp and Paper Limited Partnership, Kruger Inc., Louisiana Pacific Canada Limitée, Mercer International, Millar Western, NewPage Corporation, Produits forestiers Résolu, Tembec, Tolko Industries Ltd., West Fraser Timber Co. Ltd. et Weyerhaeuser Company Limited.

En 2013, Canopy et Greenpeace se sont retirés de l'Accord. Nicole Rycroft, fondatrice et directrice exécutive de Canopy a affirmé,

« Cette collaboration avec l'industrie forestière était censé changer la donne pour la protection des espèces et de la

conservation de la forêt boréale menacée du Canada », a déclaré Nicole Rycroft, fondatrice et directrice exécutive de Canopy.

« La réalité décevante est qu'aucun hectare de forêt a été protégé, les espèces et les écosystèmes sont toujours à risque, »⁶⁰ et Greenpeace a déclaré que Résolu construisait des routes dans les forêts préservées.⁶¹ Résolu a poursuivi en justice pour diffamation et, éventuellement, Greenpeace a reculé, indiquant qu'ils étaient dans l'erreur. Greenpeace a lancé une autre série d'accusations contre Résolu plus tard en 2013, et Résolu a commencé à demander une indemnité de Greenpeace pour diffamation criminelle. En Juillet 2014, la Cour a jugé en faveur de Résolu et a ordonné à Greenpeace de payer 22 000 \$ en frais juridiques et à « livrer son mémoire de défense dans les 10 jours de cette décision. »⁶²

La séquestration de la forêt boréale soulève de nombreuses questions, et chacune d'entre elles nécessitent de la recherche supplémentaire. La plupart des rapports, à la fois académiques et dans la presse, ont été élogieux, même de célébration. Malgré cela, quelques questions ont été soulevées.

Comment est-ce que les représentants de sept organisations environnementales, dont deux ayant leur siège social aux États-Unis, deviennent des gestionnaires de 76 millions d'hectares de forêt du Canada, accompagné de 20 entreprises forestières dont beaucoup sont des multinationales? Deux des sept membres du secrétariat de l'environnement sont de The Nature Conservancy aux États-Unis, le plus grand banquier foncier dans le monde, dont les pratiques aux États-Unis et dans les pays en développement ont soulevées des questions et accusations graves concernant le vol, la greffe, l'évasion fiscale et la favorisation systématique des riches, et le Pew Charitable Trust, dont le siège est à Philadelphie et dont la mère est l'extracteur principal des sables bitumineux. Ce dernier soulève d'autres questions. Est-ce que la gestion de Pew de la région boréale indique que Pew peut empêcher de nouvelles explorations dans cette vaste région? Ou, est-ce que la position privilégiée de Pew dans la région boréale

signifie que la compagnie pétrolière de la famille aurait un statut favorisé si une partie de la forêt boréale serait ouverte à l'exploration et à l'exploitation? Est-ce que le développement subséquent de toutes les ressources trouvées influencerait les recettes de Pew en créant des entreprises concurrentes?

Comment se fait-il que les entreprises forestières multinationales et les ONG ont pratiquement pris possession de la forêt? Qu'est-il arrivé aux opérateurs et entreprises locaux, et qu'est-il arrivé aux gouvernements municipaux dans ces régions? Les gouvernements provinciaux ont le pouvoir constitutionnel et la responsabilité des décisions touchant l'utilisation des terres forestières sous appartenance publique. Est-ce que leurs décisions d'utilisation vont être supplantées par les conseils d'administration soumis à aucun processus démocratique?

Les antagonistes de l'Accord de la gauche et la droite politique ont dénoncé le retrait du contrôle de la terre des Canadiens. De la part de la droite, viennent des fortes critique des machinations des ONG environnementales, de la part de la gauche, viennent des critiques de l'affectation pratique de la terre aux compagnies forestières multinationales – qui peuvent se comporter comme l'a été forcé Irving dans les forêts du Maine, excluant les opérateurs locaux, présent depuis longtemps, et les gouvernements locaux.

Les observateurs soulignent les similitudes avec les campagnes de Clayoquot et Great Bear, disant qu'au moment que l'accord fut signé, Greenpeace a commencé à travailler sur « Alerte boréale: Plaidoyer pour que cesse la consommation de bois et de papier provenant des forêts menacées », publié en 2013, qui a souligné que les cinq forêts au Québec, au Manitoba et en Ontario nécessitaient être sauvées. Les observateurs de longue date citent également la guerre des forêts, disant que le public pour ce rapport n'est pas les États-Unis ni le Canada; c'est l'Europe et son marché. Ils disent aussi que Greenpeace agit de concert avec ses bailleurs de fonds pour augmenter la quantité de terres sous conservation.

L'analyse : L'accord canadien sur la forêt boréale (CBFA) s'effondre



À moins de trois ans suivant sa signature, le CBFA s'est effondré, typique des organismes environnementaux, au milieu du conflit, de l'accusation et de la contre-accusation, parce que Greenpeace et son éventuelle allié Canopy ont décidé qu'il n'y avait pas assez de conservation.

Plusieurs pensent que « l'effondrement » est tactique. La valeur réelle de la foresterie boréale est bien plus que des bâtons et des puces; la foresterie fournit également des routes et du développement, de l'infrastructure qui facilite des activités liées à d'autres ressources. La foresterie est stratégiquement importante pour le développement des ressources naturelles, sensu lato – limite la foresterie et on limite aussi le développement des communautés et d'autres industries.

Comme décrit dans des articles précédents, trois campagnes de conservation majeures et la politique

provinciale renforcent la CBFA: Transfrontière Pimachiowin Aki entre le Manitoba et l'Ontario, le Plan de conservation du caribou des bois de l'Ontario et le Plan Nord du Québec. Pimachiowin Aki a été repoussé temporairement⁶³ mais, comme chaque plan de conservation, sera de retour lorsque le climat politique change.

La poursuite judiciaire de Résolu contre Greenpeace est la première fois qu'une entreprise forestière a effectivement retourné un coup. Selon le National Post en mai 2013,

La poursuite judiciaire, qui a été déposée à Thunder Bay jeudi dernier, nomme Greenpeace et ses militants, Richard Brooks et Shane Moffatt, et réclame des « dédommagements pour diffamation, mensonges malveillants et l'interférence intentionnelle dans les relations économiques » pour un total de 5 millions \$. Il réclame également des dommages punitifs de 2 millions \$, plus les frais.⁶⁴

Malgré les quantités d'argent relativement faibles impliquées dans la demande, c'est une bataille nationale avec des implications internationales. Si Résolu gagne sa demande, les entreprises forestières et les gouvernements partout dans le monde qui se sont soumis à la domination verte de la ressource seront peut-être inspirés à ruer dans les brancards et de s'engager dans une réforme indispensable.

La campagne contre Résolu est également compréhensible compte tenu des objectifs à long terme des ONGE et leurs bailleurs de fonds. Résolu est la plus grande entreprise forestière intégrée opérant dans la forêt boréale (forêts, récolte, fabrication et commercialisation) et comme MacMillan Bloedel à Clayoquot et Weyerhaeuser sur le milieu de la côte, il est la cible évidente. Paralysez Résolu et vous déclenchez l'événement « transformationnelle » qui commence la spirale déflationniste au sein de l'entrepôt des ressources naturelles du Canada. Interrompez cela et vous avez brisé la volonté de l'économie canadienne.

CONCLUSIONS

La certification forestière au Canada exige une réforme des racines et des branches de sorte que les avantages des forêts publiques du Canada sont détenus par les Canadiens, et non par des militants, ni des ONGE, ni des fondations apparemment agissant dans l'intérêt public et les sensations fortes de l'élite urbaine non pleinement informée. Tandis que la réforme est en cours, un regard sérieux sur les machinations de ce qu'on appelle la société civile⁶⁵, qui ont agi de concert pour aliéner les ressources canadiennes des Canadiens au service d'idéaux mal définis, doit avoir lieu. Aucun secteur de l'économie est à l'abri de la surveillance, de la critique et de la réforme vigoureuse, et compte tenu de la création magistrale d'un champ organisationnel qui appui la certification des forêts, il y a eu peu de d'inspections impartiaux du travail des nombreuses organisations qui dirigent maintenant l'ordre du jour dans beaucoup des terres forestières du Canada.

Les grands échecs de la certification forestière, l'échec du processus pour améliorer le bien-être des économies locales, l'échec du processus de maximisation des avantages économiques de la forêt pour les Canadiens et l'échec du processus d'entretien approprié des forêts, doivent être pris en compte lors de la considération de l'avenir de l'énergie et des industries extractives du Nord. Ces échecs ne doivent pas être répétés et les Canadiens ne doivent pas permettre aux ONGE et fondations qui apparaissent bien intentionnés de guider l'avenir de ces ressources. Les politiciens, les industriels dans le secteur privé et les fonctionnaires doivent être en mesure de prendre des décisions sans la démagogie criarde inventée et utilisée avec pouvoir et effet pendant les batailles forestières du Canada. Un tel conflit et une telle polarisation ont nettement nui à l'intérêt public.

NOTES DE FIN

¹ Les ONGE, les fondations et les ministères effectuent généralement des études qui vantent le succès de la certification forestière. Cependant, sans aucune exception, les organisations directement intéressées par la promotion du système qu'ils ont inventé et financé, commissionnent toutes les études. Tel que cité par Tim Bartley, les fondations et les ONG ont créé « une arène construite socialement d'organisations d'auto-référencement mutuellement dépendantes (DiMaggio et Powell 1991; Scott 200 - et inscrivant d'autres acteurs dans ce projet ». Ce sont ces mêmes organisations et acteurs qui font maintenant la vérification des forêts certifiées.

² Coyne, Andrew, « Canada is Still Unprepared for Ageing Double Whammy, » National Post, le 3 Septembre, 2012. Disponible en ligne à <http://fullcomment.nationalpost.com/2012/09/03/andrew-coyne-canada-needs-to-increase-productivity-to-combat-an-aging-workforce/>.

³ Rotherham, Tony, « Looking for Recognition, » Wood Business, Octobre 2012.

⁴ PEFC la gestion durable des forêts au Canada. Disponible en ligne à <http://csasfmforests.ca/csasfmforestusergroup.htm>.

⁵ ISO EMS est la norme reconnue internationalement pour la gestion environnementale des entreprises. Elle prévoit des contrôles pour les activités qui ont un effet sur l'environnement.

⁶ Le Conseil canadien des ministres des forêts, « SFM in Canada – Criteria and Indicators. » Disponible en ligne à http://www.ccfm.org/english/coreproducts-criteria_in.asp.

⁷ Le Conseil canadien des ministres des forêts, « SFM in Canada – Criteria and Indicators. » Disponible en ligne à http://www.ccfm.org/english/coreproducts-criteria_in.asp.

⁸ Le personnel FSC et les partisans des ONGE affirment souvent cet objectif ouvertement. Entretien avec Tony Rotherham, président de l'Association canadienne des propriétaires forestiers, «En Février 2001, j'ai assisté à une conférence de la FAO [Organisation pour l'alimentation et l'agriculture] sur la certification forestière à Rome. Il y avait environ 300 personnes présentes – de nombreux pays. À la fin de la conférence, Markku Simula, le président, a demandé si quelqu'un avait des derniers mots à dire avant qu'il ajourne la conférence. Un homme se leva à l'arrière de la salle et a dit : « J'aimerais aviser tout le monde à cette conférence que le WWF, les Amis de la Terre, Greenpeace et tous les ONGE qui soutiennent le FSC vont tout faire en leur pouvoir pour détruire la crédibilité de tout système de certification qui menace la position du FSC. » J'ai demandé qui avait parlé, et Ben Gunneberg, le directeur général du PEFC, qui était assis à côté de moi, m'a dit qu'il était Heiko Liedeker, qui était alors le militant pour la forêt senior pour le WWF en Allemagne. Un peu plus tard, Liedeker a été nommé chef de FSC International à Bonn. »

⁹ « SFI: Certified Greenwash: Inside the Sustainable Forestry Initiative's Deceptive Eco-label, » un rapport de ForestEthics, Novembre de 2010. <http://www.forestethics.org/sites/forestethics.huang.radicaldesigns.org/files/SFI-Certified-Greenwash-Report-ForestEthics.pdf>

¹⁰ La norme d'aménagement forestier FSC-US (v1.0) (sans indicateurs et orientation FF). Recommandé par le Conseil FSC-US, le 25 mai 2010. Approuvé par le FSC-IC, le 8 Juillet 2010.

¹¹ Lettre de West Timber op. cit.

¹² Botkin, Daniel B., *Discordant Harmonies: A New Ecology for the Twenty-first Century*, Oxford University Press, 1992; également une longue interview avec Alston Chase, auteur de *Playing God in Yellowstone: the Destruction of America's First National Park*, HBJ, 1987, et *In A Dark Wood: the Fight over Forests and the Myths of Nature*, Transaction Publishers, 2001. Les altérations de paysage par les autochtones dans l'influence pré-européenne aux États-Unis et au Canada sont traitées dans les trois livres, et de vastes sources sont fournies. Charles C. Mann a beaucoup écrit sur la modification du paysage indien. « 1491 », *The Atlantic*, Mars 2002. Disponible en ligne à <http://www.theatlantic.com/magazine/archive/2002/03/1491/302445/> et « America, Found and Lost », National Geographic, mai 2007. Disponible en ligne à <http://ngm.nationalgeographic.com/print/2007/05/jamestown/charles-mann-text>.

¹³ Honnay, O., K. Verheyen, B. Bossuyt et M. Hermy, Eds, *Forest Biodiversity: Lessons from History for Conservation*, l'IUFRO Research Series (Livre 10,) CABI Publishing, 2004, Wallingford, Oxfordshire, Royaume-Uni.

¹⁴ Statement of Principles on Forests, Agenda 21 for Change. Disponible en ligne à <http://www.iisd.org/rio+5/agenda/principles.htm>

¹⁵ Wikipedia

¹⁶ Agenda 21 est décrit dans l'ordre du jour de la conférence de Rio de 1992 comme un « plan sur la façon de faire que le développement soit socialement, économiquement et écologiquement durable. » <https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/Agenda21.pdf>

¹⁷ Statement of Principles on Forests, Agenda 21 for Change. Disponible en ligne à <http://www.iisd.org/rio+5/agenda/principles.htm>.

¹⁸ Tim Bartley, « How Foundations Shape Social Movements: The Construction of an Organizational Field and the Rise of Forest Certification Indiana University and Princeton University, » *Problèmes sociaux*, Vol. 54, Issue 3, pp. 229-255, ISSN 0037 à 7791, électronique ISSN 1533-8533 2007

¹⁹ Bartley, op. cit.

²⁰ Voir les articles 1 et 2 de cette série.

²¹ Greenpeace Royaume-Uni, cité dans le document WT Stanbury, « *Environmental Groups and the International Conflict Over the Forests of British Columbia, 1990-2000*, » Centre SFU-UBC pour l'étude de gouvernement et d'affaires, Vancouver, 2000.

²² Steven Bernstein, 2001. *The Compromise of Liberal Environmentalism*. New York: Columbia University Press, 1998, page 23.

²³ Mécanismes sociaux: une approche analytique de la théorie sociale, Eds, Peter et Richard Swedberg Hedström, Cambridge University Press, 1998, page 23,...

²⁴ Hume, Mark, « It's Going to be Bigger than Clayoquot Sound, » *The Globe and Mail*, le 27 Mars, 2010. Disponible en ligne at <http://www.theglobeandmail.com/news/british-columbia/its-going-to-be-bigger-than-clayoquot-sound/article1366285/>.

²⁵ Entrevue de Février 2014 avec Bill Dumont, chef forestier, Western Forest Products 1993-2002.

²⁶ Keck, Margaret E. et Kathryn Sikkink, *Activists beyond Borders*, Cornell University Press, 1998.

²⁷ Dumont, op. cit.

²⁸ Voir EnviroTrak, Section 1.

²⁹ Bartley op.cit.

³⁰ Ozinga, Saskia, « *Time to Measure the Impacts of Certification on Sustainable Forest Management*, » FAO, 2008.

³¹ *The Vancouver Sun*, le 28 Mars 1998.

³² Ibid. *The Vancouver Sun*.

³³ Stanbury, William T., *Environmental Groups and the International Conflict over the Forests of British Columbia, 1990-2000*, Centre-SFU UBC pour l'étude du gouvernement et des entreprises, 2000, pages 126-127. Ce livre fournit une excellente histoire de l'une des actions civiles les plus réussies des 25 dernières années.

³⁴ Une lettre de Coastal Rainforest Coalition à Wayne Clogg, vice-président, West Fraser Timber, à Prince Rupert, le 5 Juin 2000, a menacé, « de faire un exemple de votre entreprise sur le marché afin de s'assurer que d'autres entreprises ne suivent pas votre initiative. » Clogg voulait vendre son permis d'exploitation forestière sans les charges que le CRC exigeait.

³⁵ Op. cit. Bartley, Tim, « How Foundations Shape Social Movements. »

³⁶ Entrevue avec Bill Dumont, chef forestier, Western Forest Products, de 1993 à 2002.

³⁷ Brooks Mendell et Amanda Hamsley Lang, « Comparing Forest Certification Standards in the United States: Economic Analysis and Practical Considerations, » EconoSTATS, l'Université George Mason, Juin 2013.

³⁸ Ibid.

³⁹ *Migratory Birds Convention Act (MBCA)* et les Règlements, Environnement Canada. Disponible en ligne à <http://www.ec.gc.ca/nature/default.asp?lang=En&n=7CEBB77D-1>.

⁴⁰ Private Forest Landowners Association. Disponible en ligne à <http://www.pfla.bc.ca/policy-and-legislation/pfla-public-policy-update-june-2013/>.

⁴¹ Parks Canada, Species at Risk, Gallery 2. Disponible en ligne à <http://www.pc.gc.ca/nature/eep-sar/itm9/eep-sar9b/photo9.aspx>.

⁴² BC's Coast Region: Species & Ecosystems of Conservation Concern. Disponible en ligne à http://www.geog.ubc.ca/biodiversity/factsheets/pdf/Accipiter_gentilis.pdf.

⁴³ PFLA, op. cit.

⁴⁴ Holly Lipke Fretwell, « *Whose Minding the Federal Estate? Political Management of America's Public Lands*, » Lanham, Maryland, 2009.

⁴⁵ Proposed Changes to the Open Burning Smoke Control Regulation, British Columbia Ministry of Environment. Disponible en ligne à http://www.env.gov.bc.ca/epd/codes/open_burning/index.htm.

⁴⁶ Private Forest Landowners Association, PFLA mise-à-jour de la politique publique, Juin 2013. Disponible en ligne à <http://www.pfla.bc.ca/policy-and-legislation/pfla-public-policy-update-june-2013/>.

⁴⁷ Note n°1, op. cit.

⁴⁸ Petersen, Jim, « The Bountiful Harvest: Securing America's Forest Future, » *Evergreen Magazine*, automne 2001. Disponible en ligne à http://wp_medialib.s3.amazonaws.com/wp-content/uploads/2014/10/EG_Fall2001.pdf.

⁴⁹ Cabbage, Fred et Susan Moore, présentation PowerPoint, « Impacts and Costs of Forest Certification: A Survey of SFI and FSC in North America, » Département des forêts et des ressources environnementales, Université d'État de Caroline du Nord. Disponible en ligne à <http://www.sfiprogram.org/files/pdf/fred-cabbage20080923pdf/>. Présenté lors de la Sustainable Forestry Initiative Convocation de 2008, Minneapolis, le 23 Septembre 2008.

⁵⁰ Fenn op. cit.

⁵¹ Irving. Disponible en ligne à <http://www.jdirving.com/article.aspx?id=2156>.

⁵² Austin, Phyllis, « Hard Times in Irving's Woods: Loggers and Truckers Want Some New Rules, » Maine Environmental Network, 2004.

⁵³ Kniivilä, Matleena et Olli Saastamoinen, « The Opportunity Costs of Forest Conservation in a Local Economy, » *Silva Fennica* 36 (4): 853-865, 2002. Disponible en ligne à <http://www.silvafennica.fi/pdf/article526.pdf>.

⁵⁴ Steed, Brian C., Ryan M. Yonk et Randy Simmons, « The Economic Costs of Wilderness, » Juin 2011. Disponible en ligne à <http://www.environmentaltrends.org/fileadmin/pri/documents/2011/brief062011.pdf>.

⁵⁵ Forest Management and Stump-to-Forest Gate Chain-of-Custody Certification Evaluation Report for the: J.D. Irving Woodlands LLC – Maine Woodlands. Menée sous l'égide du Programme de conservation des forêts SCS.

⁵⁶ Bouslah, Kais, Bouchra M'Zali, Marie-France Turcotte et Maher Kooli, « The Impact of Forest Certification on Firm Financial Performance in Canada and the U.S., » *Les Cahiers de la CRSDD* – collection recherche No 06-2009. Disponible en ligne à http://www.crsdd.uqam.ca/pages/docs/pdfCahiersRecherche/06-2009_10-10-09.pdf.

⁵⁷ Services forestiers canadiens, The State of Canada's Forests 2004-2005: The Boreal Forest. Disponible en ligne à <https://cfs.nrcan.gc.ca/publications?id=25648>.

⁵⁸ Braun, David, « Boreal Landscapes Added to Canada's Parks, » *National Geographic*, le 7 Février, 2010. Disponible en ligne à http://newswatch.nationalgeographic.com/2010/02/07/boreal_landscapes_added_to_canada_parks/.

⁵⁹ <http://canadianborealforestagreement.com/index.php/en/full-agreement#sthash.BosUuD29.dpuf>.

⁶⁰ <http://www.newswire.ca/en/story/1147303/conservation-group-withdraws-from-boreal-forest-agreement-with-industry>

⁶¹ CBC, « Greenpeace Says Boreal Forest Agreement No Longer Working. » Disponible en ligne at <http://www.cbc.ca/news/politics/greenpeace-says-boreal-forest-agreement-no-longer-working-1.1169886>.

⁶² Corcoran, Terence, « How Greenpeace Landed Itself in Serious Legal Trouble with its Campaign against a Forestry Company, » *Financial Post*, le 16 Juillet, 2014. Disponible en ligne à <http://business.financialpost.com/2014/07/16/greenpeace-résolue/>.

⁶³ CTV, « UNESCO Bid for Manitoba-Ontario Forest Could Get Second Attempt in 2016. » Disponible en ligne at <http://www.ctvnews.ca/sci-tech/unesco-bid-for-manitoba-ontario-forest-could-get-second-attempt-in-2016-1.1639037>.

⁶⁴ Foster, Peter, « Greenpeace's 'Malicious Falsehoods' in Attacks on Boreal Forest Agreement, » *National Post*, le 28 mai, 2013. Disponible en ligne à <http://opinion.financialpost.com/2013/05/28/peter-foster-greenpeaces-malicious-falsehoods-over-borealis-initiative/>.

⁶⁵ Tel que défini par l'OMS, « la société civile est considérée comme une sphère sociale distincte à la fois de l'Etat et du marché. La signification de plus en plus acceptée du terme « organisations de société civile » (CSO) est celui de non-gouvernemental, sans but lucratif, d'organismes bénévoles formés par des personnes dans cette sphère sociale. Ce terme est utilisé pour décrire un large éventail d'organisations, réseaux, associations, groupes et mouvements qui sont indépendants du gouvernement et qui viennent parfois ensemble pour faire avancer leurs intérêts communs par une action collective. »

